

juin 2026

Sortie des GAFAM : une urgence politique

*Reprenons le contrôle sur nos
usages informatiques et nos logi-
ciels.*



Tendance CLAIRE

**pour le Communisme, la Lutte Autogérée,
Internationaliste et Révolutionnaire**

Table des matières

I	Introduction	4
I.1	Un sujet à placer au cœur de notre réflexion politique	4
I.2	Une utilisation des écrans qui change mais ne diminue pas	4
I.3	Les géants de la tech au service de Trump	5
II	L'évolution d'Internet, de l'émergence jusqu'aux années 2010	6
II.1	Internet, un réseau interconnecté et décentralisé	6
II.2	Gouvernance d'Internet	6
II.3	Décentralisation et neutralité	7
II.4	Le logiciel libre	7
II.5	Une montée en puissance des géants du Web	8
III	Techno-féodalisme, Techo-fascisme ou Capitalisme tardif?	10
III.1	Un point sur le vocabulaire	10
III.2	Les réseaux sociaux et les AAMAM jusqu'à 2025 : une détérioration progressive des services et de l'ergonomie	11
III.3	Le <i>cloud</i> ou la prétendue immatérialité	14
III.4	Les abonnements <i>cloud</i> en lieu et place de l'achat unique	15
III.5	Les applis	16
III.6	Les IAgens (rapide mise en contexte)	17
III.7	La volonté hégémonique des AAMAM ou pourquoi les plateformes se ressemblent toutes	19
IV	La <i>merdification</i> au cas par cas	20
IV.1	ChatGPT	20
IV.2	Tiktok	20
IV.3	Google	21
IV.4	ADOBE	23
IV.5	Apple	24
IV.6	Twitter (nouvellement X)	25
IV.7	Meta et ses entités	26
IV.8	Amazon	28
IV.9	Microsoft	30
V	Et la légalité dans tout ça?	31
VI	<i>Merdification</i> et consommation d'énergie	31
VII	Le web, le trumpisme, et les penseurs libertariens	32
VII.1	Une autre forme de <i>merdification</i> : l'allégeance de la tech au « King »	32
VII.2	Quelque chose de pourri au royaume de la Silicon Valley	32
VII.3	Allégeances politiques et intérêts économiques	33
VII.4	Une dimension néocoloniale	34

VIII	Quand les AAMAM s'adaptent à la politique de Trump	35
VIII.1	L'allégeance de Mark Zuckerberg	35
VIII.2	Google courbe l'échine, Spotify et AirBnB arrosent la campagne de Trump	36
VIII.3	Palantir utilise nos données pour « chasser et éliminer les communistes »	36
IX	Faut-il alors se passer d'internet?	37
X	Sommes nous mieux lotis en France et dans l'UE?	38
X.1	Nos libertés individuelles en danger	38
X.2	Le rapport de la droite française au techno-fascisme	39
XI	Quitter les AAMAM : un impératif matérialiste	39
XII	Sortir, pour aller où? Ébauche de cartographie hors des sentiers merdifiés . . .	40
XII.1	Sortir, oui mais comment? La question individuelle : quels usages, pour quelle vision de notre société? Quand on (se) pose la question d'arrêter d'utiliser ces applications, la réticence est palpable : en serions-nous véritablement capables?	41
XII.2	La question collective : quelle politique vis-à-vis des GAFAM pour nos organisations?	41
XII.3	Sortir, oui, mais pour aller où?	42
XII.4	Sortir des AAMAM : difficultés et propositions alternatives	44
XII.5	Le fédiverse	45
XII.6	Et si l'alternative n'est pas possible?	45
XIII	Tableau récapitulatif des alternatives	47
XIV	Pour conclure : quelques revendications transitoires	50
XIV.1	Revendications structurelles	50
XIV.2	Revendications d'utilisation collective révolutionnaire ou réformiste . .	50

Sortie des GAFAM : une urgence politique. Reprenons le contrôle sur nos usages informatiques et nos logiciels.

par Lucas Battin et Martin Bourrin

I Introduction

I.1 Un sujet à placer au cœur de notre réflexion politique

La fascisation du monde occidental avance avec le vent en poupe. Les capitaines du navire sont lesdits « technofascistes » dont nous avons longuement expliqué la politique dans notre article consacré aux « Lumières Sombres » (<https://tendanceclaire.org/article.php?id=2016>).

Si la « tech » (le numérique) est le fer de lance de la fascisation des USA, elle doit donc être au cœur des préoccupations politiques de notre camp social. Il nous faut saisir à bras le corps le sujet de la gouvernance, des usages, des logiciels, de l'intelligence artificielle générative qui sont des dimensions pratiques de l'exercice du pouvoir trumpiste.

En outre, la tech, et Internet en particulier, sont au cœur des réflexions et des actions de l'ensemble des régimes autoritaires - comme la Russie, la Chine, la Corée du Nord - ainsi que de tout un tas de démocraties libérales qui surveillent toujours plus leur population.

Il est donc primordial de placer la tech et le numérique au cœur de notre réflexion po-

litique, sociale et logicielle, de faire évoluer nos usages à la mesure de l'actualité mondiale, et de développer un programme conséquent en la matière. Il s'agit, comme nous le verrons, d'un impératif matérialiste direct : financement du fascisme, délitement du monde et de la pensée, surveillance de masse et sécurité personnelle sont concernés.

I.2 Une utilisation des écrans qui change mais ne diminue pas

Certes, le temps moyen passé sur les réseaux sociaux est en diminution de 10% en 2024 par rapport à 2022 (<https://www.wedemain.fr/societe-de-demain/nouvelles-technologies/pour-la-premiere-fois-le-temps-passe-sur-les-reseaux-sociaux-recule-1143111>), mais le temps d'écran, lui, ne diminue pas. Les réseaux sociaux sont simplement concurrencés par d'autres usages numériques, tout aussi « sociaux » (ou parasociaux) : les jeux communautaires comme Roblox (accessoirement le paradis des pédocriminels : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/>

veille-sanitaire/veille-sanitaire
-du-lundi-14-octobre-2024-2585178
) , l'utilisation plus répandue de messageries
comme Telegram qui sont principalement uti-
lisées pour discuter avec des inconnus, mais
aussi, et peut-être surtout, l'utilisation massive
de ChatGPT. Ce chiffre n'est pas anecdotique,
mais il ne représente en aucun cas une bonne
nouvelle.

I.3 Les géants de la tech au service de Trump

Depuis le début du deuxième mandat
Trump, les géants de la tech se sont appro-
chés voire emparés du pouvoir politique, no-
tamment Elon Musk, bien que ni élu ni man-
daté, qui gèrât un département d'État au bilan
catastrophique : DOGE. Lesdits GAFAM (ou dé-
sormais « AAMAM », appellation actualisée im-
plicant Alphabet (conglomérat des sociétés
Google), Apple, Meta (groupe Facebook com-
prenant aussi Instagram et Whatsapp), Ama-
zon et Microsoft) ont soit plié le genou devant
les exigences du nouveau *king* des USA, soit
participent activement à la politique d'expul-
sion et d'enfermement de masse des popula-
tions immigrées et de fascisation de l'espace
public.

Ce nouveau pas franchi fait suite à la *merdi-
fication* (notion que nous développerons plus
tard) avancée des services proposés par les GA-
FAM qui détériorent depuis une dizaine d'an-
nées leur fonctionnement pour les usagers.

Cela entraîne une évolution dans la nature

des GAFAM : de « purs » capitalistes ils de-
viennent la branche logicielle du fascisme et
sa principale source de financement via les
crypto monnaies. Ce changement impose de
nous, militants/es révolutionnaires, et plus
généralement des militants/es progressistes,
une nouvelle réflexion, non seulement morale
mais également matérialiste, concernant nos
usages et notre programme.

Cette réflexion s'articule autour de trois le-
viers : ergonomique (ces logiciels sont pourris
jusqu'à la moelle et leur utilisation est pénible,
écologiquement couteuse et inefficace), éco-
nomique (rester sur ces plateformes ou dans
ces services finance directement le fascisme),
et sécuritaire (nos données personnelles sont-
elles en sécurité chez des complices assumés
du fascisme occidental?)

Nous proposons à la discussion un dossier
en plusieurs parties, à la fois historiques, théo-
riques, et pratiques, qui traiteront :

- de l'émergence du Web jusqu'aux an-
nées 2010;
- de la *merdification* progressive des GA-
FAM à partir des années 2010 (nous ver-
rons quelques exemples au cas par cas);
- du virage réactionnaire de la tech du-
rant le mandat Biden, et des évolutions
depuis Trump 2.0;
- propositions d'alternatives concrètes
pour une vie numérique libre et sécu-
risée.

Nous gardons le gros sujet de l'intelligence
artificielle pour un futur dossier.



II L'évolution d'Internet, de l'émergence jusqu'aux années 2010

Précisons d'emblée qu'Internet et l'informatique ne sont pas des créations des USA seulement, mais le sujet de l'article étant les GAFAM, nous avons choisi de nous concentrer sur les entreprises étasuniennes qui deviendront plus tard la « Big Tech ». Nous reviendrons peut-être dans nos futurs articles sur les contributions importantes des Européens, et des Soviétiques notamment, à l'informatique et à Internet.

II.1 Internet, un réseau interconnecté et décentralisé

Dans les années soixante naît aux États-Unis (au MIT, l'Institut de technologie du Massachusetts) l'idée de pouvoir échanger grâce à des ordinateurs connectés entre eux. L'armée américaine, y voyant un intérêt certain, recrute des ingénieurs via son agence de recherche (la DARPA) pour développer ARPANET, un réseau précurseur de notre Internet moderne. Sans rentrer dans les détails techniques, le procédé d'échange, dit par *commutation de paquets*, est révolutionnaire à bien des égards (au lieu de réserver un canal de communication dédié pour toute la durée d'une transmission de données, la commutation de paquets divise ces données en paquets et les envoie indépendamment). Une des motivations est de pouvoir maintenir des échanges même en cas d'attaque nucléaire. Pour parvenir à un tel but, il faut réussir à concevoir un réseau maillé d'ordinateurs pour que les messages puissent prendre des chemins différents. Une autre motivation est de faciliter les échanges pour la recherche scientifique. À la suite d'ARPANET, du développement de réseaux différents, et de la volonté de les interconnecter de façon non centralisée (*internetting*), le protocole TCP/IP est adopté parmi plusieurs protocoles d'échange concurrents sur les réseaux d'ordinateurs. Ce protocole permet alors d'échanger plus facilement, et marque la naissance au début des années 1990 d'une des applications les plus connues

d'Internet : le *World Wide Web*. Il s'agit d'un ensemble de pages codées dans le langage HTML, et accessibles via le protocole HTTP et désignées par une URL (une adresse unique). C'est au CERN (organisation européenne pour la recherche nucléaire) que cette application d'Internet est créée.

À la même époque, des sociétés privées se mettent à grossir et à voir leur cours en bourse monter en flèche : Yahoo!, Amazon, eBay, Netscape Communications et AOL. Les services payants voient le jour, et les fenêtres pop-up de pub commencent à pulluler. Le nombre de sites web dépasse un milliard en 2014. En 2025, on estime que Google indexe environ 25 à 30 milliards de pages web à travers différents sites, ce qui ne représente en réalité qu'une petite partie des pages disponibles (les autres pages ne sont pas référencées par les moteurs en raison du choix des auteurs, du manque d'intérêt qu'elles génèrent, de leur illégalité, etc.).

II.2 Gouvernance d'Internet

La gouvernance d'Internet est alors compliquée. Des organismes à but non lucratif et des associations (ICANN, IETF, ISOC, etc.) sont en charge de la gestion d'Internet, des attributions spécifiques, des standards techniques, de l'attribution des noms de domaine ainsi que des adresses IP. La plupart de ces acteurs sont américains. Pour maintenir un peu d'équilibre géopolitique, les Nations unies organisent de grandes rencontres internationales sur la gouvernance d'Internet.

Internet, en tant que réseau de réseaux, a aussi besoin d'infrastructures matérielles : des câbles, des serveurs... La gouvernance est donc interconnectée elle aussi. Des réseaux à envergure nationale cohabitent et s'interconnectent. Ils sont organisés et administrés par des entreprises privées ou étatiques : cela signifie donc que le matériel déployé appartient à des entreprises. En ce sens, il y a des internets plus « ouverts » que d'autres. La Chine par exemple a construit son internet en vue d'y

exercer un contrôle fort, comme l'a fait la Corée du Nord. La Russie a renforcé son contrôle depuis les années 2010, et son « Runet » (<http://fr.wikipedia.org/wiki/Runet>) devient assez facilement « dissociable » du reste d'Internet. Si ces pays sont souvent ceux pointés du doigt pour leur manque de démocratie, les outils qu'ils mettent en place pourraient très bien l'être dans les « démocraties » dites occidentales où les lois sur la restriction des libertés numériques fleurissent de plus en plus (à ce sujet, écouter le podcast « Le code a changé : Internet va-t-il exploser ? » : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-code-a-change>).

II.3 Décentralisation et neutralité

La neutralité du réseau est un principe fondateur d'Internet. Toute machine sur le réseau doit pouvoir envoyer ou recevoir des messages et de l'information. Cette décentralisation et cette neutralité ont montré leur supériorité sur d'autres modèles de communication concurrents de la même époque. En France, l'exemple le plus connu est sans doute le Minitel. Ce service opérationnel de 1980 à 2012 reposait sur un principe diamétralement opposé à celui d'Internet. Les terminaux dans les foyers français ne faisaient qu'interroger des serveurs centraux contenant toute l'information. A contrario, avec Internet, en principe, chacun de nos ordinateurs, tablettes, téléphones, reliés au réseau, peut interroger et être interrogé par n'importe quelle machine sur le réseau.

La décentralisation d'Internet et du *World Wide Web* a consolidé une culture de l'informa-

tique : celle des petits serveurs personnels ou associatifs, des forums indépendants, des wikis, des blogs et des communautés comme Usenet, du bidouillage et du partage. Comme précisé dans la section précédente, toute cette décentralisation repose en particulier sur une infrastructure matérielle (cables, serveurs, etc.) qui, elle, a bien des propriétaires. Ainsi, cette décentralisation n'est évidemment pas « parfaite ».

Ce principe de neutralité et de décentralisation du réseau fait la richesse d'Internet, mais reste un point sensible dans nos sociétés, notamment au point de vue économique : il est donc à protéger. Dans un épisode à la fois anecdotique mais révélateur, le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies a adopté en 2016 une résolution non contraignante visant à « condamner » les restrictions de l'accès à l'information sur Internet.

II.4 Le logiciel libre

Histoire du logiciel libre. C'est aussi dans les années 80/90 que se développe une philosophie de l'informatique autour des logiciels libres. L'essor de la technologie, des ordinateurs personnels, et du Web, entraîne l'apparition de nouveaux marchés pour le système capitaliste et, à leur suite, la mise en place de brevets et autre copyright, outils d'appropriation des entreprises sur les productions des informaticiens/ennes. Face à cela, des informaticiens/ennes créent à leur tour des logiciels « libres de droits ». Dès le début des années 1980, les constructeurs restreignent l'accès au code source des programmes, comme l'atteste la stratégie OCO, object-code only d'IBM.

```
21 while (again) {
22     iN = -1;
23     again = false;
24     getline(cin, sInput);
25     system("cls");
26     stringstream(sInput) >> dblTemp;
27     ilength = sInput.length();
28     if (ilength < 4) {
29         again = true;
30         continue;
31     } else if (sInput[ilength - 3] != '.') {
32         again = true;
33     }
```

Bien que leurs motivations peuvent être de natures différentes, des développeurs/ses créent des logiciels dont le code source est librement accessible par toutes et tous, et dont le développement lui-même est extrêmement collaboratif. Deux figures marquantes de cette dynamique sont Richard Stallman et Linus Torvald (deux hommes car le milieu était extrêmement masculin), qui créent les systèmes GNU/Linux. Si pour Linus Torvald le caractère libre du logiciel est principalement un gage d'efficacité et de performance et n'a que faire, ou presque, des problèmes plus philosophiques des logiciels propriétaires, Richard Stallman participe à rendre ce mouvement politique. Il crée notamment en 1985 la Free Software Foundation (FSF), une « organisation américaine à but non lucratif dont la mission est la promotion du logiciel libre et la défense des utilisateurs » (Wikipedia). On parle bien de défense des utilisateurs/ices, car lorsque le logiciel utilisé n'est pas libre, son code source n'est souvent pas public, et nous ne savons pas ce que fait réellement le logiciel qu'on utilise. Il est par exemple de notoriété publique que Windows, système d'exploitation majoritairement utilisé dans le monde pour les ordinateurs personnels, récupère à notre insu des informations personnelles pour les envoyer sur les serveurs de Microsoft.

Définition et politique du logiciel libre.

Une définition stricte des logiciels libres de la FSF est :

1. la liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages;
2. la liberté d'étudier le fonctionnement du programme et de l'adapter à ses besoins;
3. la liberté de redistribuer des copies du programme (ce qui implique la possibilité aussi bien de donner que de vendre des copies);
4. la liberté d'améliorer le programme et de distribuer ces améliorations au public, pour en faire profiter toute la communauté.

L'accès au code source est une condition d'exercice des libertés 1 et 3.

Cette définition est très forte, mais d'un point de vue d'utilisateur/ice, pour les libertés individuelles, l'accès au code source et la liberté d'exécuter le programme sont fondamentaux.

Les communautés autour des logiciels libres ont des fonctionnements et des organisations souvent assez sains, avec beaucoup d'horizontalité et de démocratie dans les prises de décision (même si souvent l'initiateur du développement y conserve un poids important). Les réflexions sur le monde numérique y sont importantes et peuvent devenir politiques. On pourra par exemple, en France, s'intéresser aux associations suivantes :

- April (www.april.org) dont la description « L'April est animée par une conviction : "logiciel libre, société libre". »;
- la Quadrature du Net (<https://www.laquadrature.net>) qui promeut et défend les libertés fondamentales dans l'environnement numérique. L'association lutte contre la censure et la surveillance, que celles-ci viennent des États ou des entreprises privées. Elle questionne la façon dont le numérique et la société s'influencent mutuellement. Elle œuvre pour un Internet libre, décentralisé et émancipateur

II.5 Une montée en puissance des géants du Web

La mise à disposition de services utiles

L'essor du Web fait naître des entreprises fournissant des services utiles et importants. Le modèle est souvent le même : fournir un service gratuit régulièrement payé par la pub. Par exemple, beaucoup d'entreprises proposent des emails (gmail, yahoo, outlook, etc.), service souvent difficile à mettre en place, nécessitant des ordinateurs allumés en continu (appelés dans ce type d'utilisation : serveurs). L'accès à ce type de messagerie est alors une révolution, et les entreprises ne s'y trompent pas. En parallèle se joue la course au meilleur moteur

de recherche pour naviguer sur la toile : Yahoo! (1994), Lycos (1994), AltaVista (1995) et Backrub (1997), ancêtre de Google (1998)).

La naissance des plateformes centralisées

Le changement commence vraiment au début des années 2000, avec la montée du *Web 2.0*. Cette nouvelle phase est souvent célébrée comme celle de l'interaction, du contenu généré par les utilisateurs/ices et de la participation de masse. Mais derrière cette façade se cache une transformation structurelle supplémentaire : les usagers/ères ne créent plus des sites web autonomes, ils et elles publient leur contenu sur des plateformes centralisées.

YouTube (lancé en 2005), Facebook (2004), Twitter (2006), et d'autres plateformes émergent à ce moment. Elles offrent des interfaces simples et souvent gratuites, hébergent les données, et assurent la visibilité des contenus grâce à des algorithmes de référencement. En échange, elles capturent l'attention de l'utilisateur/ice et ses données personnelles (c'est ce qui est valorisé dans ce type de structures), posant les bases de l'économie de la surveillance. Ce changement est aussi permis par l'amélioration des infrastructures, avec notamment le haut débit qui permet d'échanger de grandes quantités de données, et les ordinateurs personnels - désormais en grande proportion des smartphones.

La dynamique change : plutôt que d'avoir des milliers de petits sites interconnectés, une poignée de grandes entreprises deviennent les points de passage obligés d'Internet et détiennent l'immense majorité des données circulant sur le réseau.

Des plateformes désormais incontournables

La dernière phase, à partir des années 2010, est celle de la consolidation du modèle centralisé et privé. Les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) deviennent incontournables non seulement pour les consommateurs/trices, mais aussi pour les producteurs/euses de contenu, les entreprises, et même les institutions publiques. Ils ne sont plus des services parmi d'autres : ils deviennent l'infrastructure même du Web. Amazon Web Services héberge une partie significative du Web mondial, Google est la porte d'entrée vers l'information, Facebook, Twitter et Instagram sont les lieux où les opinions sont partagées, Apple contrôle les conditions d'accès via ses appareils et son App Store qui autorise ou non l'installation de certains logiciels.

Dans ce contexte, la centralisation n'est plus seulement technique, elle est économique, politique et culturelle. Les usager/ères n'ont plus réellement le choix de l'utilisation de ces plateformes, et en sortir est désormais très difficile.



III Techno-féodalisme, Techo-fascisme ou Capitalisme tardif ?

III.1 Un point sur le vocabulaire

Avant d'entrer dans le développement plus politique de notre série d'articles, nous pensons utile pour situer nos propos d'éclairer quelques termes que nous utiliserons par la suite.

L'une des propositions conceptuelles majeures de ces dernières années concerne la notion de *techno-féodalisme*, qui implique que nous aurions quitté le capitalisme pour une nouvelle étape du matérialisme historique, et que la majorité de la valeur créée viendrait à nouveau de la rente obtenue à partir de territoires numériques possédés par des e-suzerains.

Nous avons fait le choix dans cet article de ne pas nous positionner dans la dispute entre Durand et Varoufakis d'un côté, qui défendent la notion de techno-féodalisme (bien qu'avec des divergences importantes sur sa signification), et Lordon et Morozov - entre autres - de l'autre, qui la critiquent, en arguant notamment que cette nouvelle étape ne serait en réalité qu'une évolution supplémentaire du capitalisme, centrée désormais sur la tech. Nous n'adopterons donc pas le vocable de techno-féodalisme pour parler de la Big Tech.

Concernant le terme de *techno-fascisme*, également beaucoup utilisé (notamment dans l'excellent ouvrage de O. Tesquet et N. Hadjadj *Apocalypse Nerds - Comment les Technofascistes ont pris le pouvoir*¹ il nous semble plus opérant dans le sens où Musk, Yarvin, Thiel et la plupart des instigateurs du projet 2025 ne cachent pas leur ambition fasciste. Si nous avons choisi de définir le régime de Trump comme seulement « fascisant », car la transformation n'est pas encore aboutie, le terme nous semble pertinent pour parler des personnalités qui souhaitent mettre en œuvre un projet politique assurément fasciste, centré sur la tech et bien planté sur ses deux jambes : les crypto-monnaies et les IAGen (deux sujets qui

seront traités dans de futurs articles).

Qui crée la valeur sur les réseaux ?

Nous avons toutefois lu avec beaucoup d'intérêt l'article de Pablo Rauzy² sorti dans *Contretemps* le 2 janvier 2026 qui nous semble important, voire primordial, sur la question suivante : comment se crée la valeur sur ces « réseaux » ? Rauzy développe une analyse éclairante : ce sont les usager-ères/consommateur-ices de ces plateformes qui en créent la valeur en y apportant la matière première : leurs données, qui sont vendues et analysées. Et ils et elles en sont également les travailleuses en se montrant à eux-mêmes les publicités qui ont été sélectionnées par des algorithmes créés par des ingénieurs de Big Tech à partir de leurs données personnelles - que les consommateur-ices ont donc eux-mêmes fournies.

Ainsi, la valeur de ces « réseaux » est non seulement créée par le « nombre » d'usager-ères/consommateur-ices mais également directement par la matière première qu'ils et elles y apportent et le travail qu'ils et elles y fournissent.

En résulte donc une conséquence politique évidente : le fait même de posséder un compte sur ces réseaux leur donne de la valeur, le fait d'y passer du temps leur en donne encore plus.

Nous sommes donc les consommateur-ices/travailleuses de ces plateformes, et le boycott est donc également une certaine forme de grève puisque, en cessant de se connecter sur ces réseaux, on arrête d'y travailler et d'en augmenter la valeur.

Nous sommes convaincu-e-s de la qualité de cette analyse et de la pertinence de la grève-boycott.

1. Voir : <https://www.editionsdivergences.com/livre/apocalypse-nerds>.

2. Voir : <https://www.contretemps.eu/consommer-produire-essence-prison-numerique/>.

III.2 Les réseaux sociaux et les AAMAM jusqu'à 2025 : une détérioration progressive des services et de l'ergonomie

Plus de 8 adultes états-uniens sur 10 utilisent YouTube, 7 sur 10 Facebook, et 1 sur 2 Instagram. On peut établir a minima que les AAMAM sont présents dans la vie quotidienne et sociale de la plupart des gens. Décoder la manière dont ces services ont évolué est donc un élément central de l'analyse politique de la tech en 2025.

Cet article n'a pas vocation à critiquer la nature même des réseaux sociaux ou des services proposés par les AAMAM (Amazon, Alphabet, Meta, Apple, Microsoft), mais plutôt la détérioration de la forme optimale de ces services à des fins d'accumulation de profit ou de contrôle de masse. On ne critiquera donc pas ici la nature même d'Instagram ou de Twitter, mais la façon dont ces services, qui ont un jour proposé une prise en main agréable à leurs utilisateur·ices, sont devenus « merdiques » et pénibles à utiliser.

La thématique des réseaux sociaux et de l'internet en 2025 ne peut s'épargner deux angles de réflexion : la désormais omniprésence des IAgén (intelligence artificielle générative, comme Chatgpt) sur le net (plus de 50% du contenu sur internet en 2025 est produit par des IAgén³); et les évolutions très récentes du web sous Trump 2.0.

Cependant, le web n'a attendu ni Trump 2.0 et le projet 2025, ni les IAgén, pour se « merdifier ». Nous allons dans cette partie nous attarder sur le phénomène d'*enshittification* du web (terme popularisé par Cory Doctorow sur son blog⁴ entamé dans la décennie 2010 et dont le processus n'est malheureusement pas achevé. Le sujet de l'IAgén sera évoqué rapidement dans ce document mais mérite un article à part entière; quant aux évolutions en rap-

port à Trump 2.0, elles seront traitées dans la section VII.

La promesse initiale des AAMAM

La promesse des GAFAM — désormais AAMAM pour Alphabet (Google), Apple, Meta (Facebook-Instagram-WhatsApp), Amazon, Microsoft; mais auxquels on pourrait ajouter TikTok, ainsi que les autres modèles quasi monopolistiques que l'on trouve sur le streaming vidéo (Netflix) ou les services de musique (Spotify) — était double. Premièrement : nous fournir un service qualitatif et ergonomique, gratuit, en échange de la captation de nos données à des fins commerciales. La publicité est par ailleurs la source de 75% des revenus de Google, et 99% des revenus de Facebook⁵. Si les publicités rapportent autant à ces entreprises (Alphabet et Meta) c'est que l'argent dépensé par les annonceurs leur en rapporte davantage. Et quand on observe les sommes accumulées par Facebook et Google, on peut comprendre que le temps de cerveau disponible qu'ils fournissent à leurs annonceurs doit être extrêmement lucratif pour ces derniers. Le marché de la publicité atteint en effet en 2025 les 1000 milliards de dollars, dont 750 milliards pour les publicités en ligne.

Deuxièmement, l'autre pan de la promesse des AAMAM était aussi de ne jamais donner nos données, y compris à des gouvernements ou à la police⁶, mais uniquement de les vendre à des annonceurs pour en tirer des publicités ciblées. S'ajoute à cette politique une volonté des gouvernements étasuniens de « défendre » « ses » entreprises contre les requêtes de gouvernements étrangers, nos données étaient en « sécurité » chez les AAMAM. « Sécurité » qui signifiait donc nous faire subir de la publicité ciblée et capter notre attention pour, entre deux photos de chats, de voiture ou de corps dénudés (mais pas trop, voire le « pour-

3. Voir : <https://www.zdnet.fr/actualites/lia-genere-desormais-plus-de-50-des-nouveaux-contenus-en-ligne-selon-cette-etude-483575.htm>

4. Voir : <https://pluralistic.net>

5. Voir culture-et-outils-libres.forge.apps.education.fr/bloque-la-pub.html.

6. Voir : <https://www.cnn.com/2020/01/14/apple-refuses-barr-request-to-unlock-pensacola-shooters-iphones.html>.

7. Voir : <https://algorithmwatch.org/en/instagram-algorithm-nudity/>.

centage de nudité optimal » sur Instagram⁷), nous pousser à acheter une inutile merde sur Amazon.

Mais les deux pans de cette promesse (ergonomie et qualité, et utilisation des données) ont été trahis. Le premier par ce qu'on appelle la « merdification du web » ; le second par l'arrivée aux plus hautes sphères du pouvoir des *technofascistes* (voir l'article du camarade Daul sur les « Lumières Sombres »⁸) ou le récent ouvrage de Nastasia Hadjadj et Olivier Tesquet *Apocalypse Nerds*⁹.

Merdification du web

C'est le journaliste Cory Doctorow qui a popularisé (voire inventé) ce terme. Il a notamment publié un ouvrage à ce sujet qui compte comme source centrale dans la rédaction de cette partie.

Mais qu'est-ce que la « merdification » ? Il suffit de se rendre sur un navigateur internet non équipé d'un bloqueur de publicités pour se rendre compte de l'illisibilité du web de 2025 : publicités « pop-up », acceptation des cookies, partenariat avec client IA... Se rendre sur un site internet quelconque à partir du téléphone d'un de vos grands parents relève davantage de la torture mentale que du sympathique moment partagé.



Figure 1 : Image tirée de la « Forge des communs numériques éducatifs »¹⁰

En figure 1, la page du « nouvel obs » (journal qui par ailleurs appartient au groupe Le Monde qui reçoit 18,6 millions d'euros d'aides publiques par an) sans bloqueur de publicité, le contenu et les menus ne représentent que 40% de la surface de l'écran.

Sur smartphone, cela peut atteindre des proportions à vous arracher un rictus tant le contenu souhaité devient proprement illisible au milieu de toute la pub.

Certains navigateurs comme Firefox proposent d'ailleurs des options de « lecture sans

distraction », qui peuvent nous donner un aperçu de ce que pourrait être la navigation habituelle sur le web s'il n'était pas complètement pourri par les pop-up.

Même le célèbre lecteur de PDF d'Adobe, Acrobat Reader, est désormais une usine à gaz remplie de menus et de fonctions soit inutiles, soit inaccessibles sans un abonnement payant (alors qu'elles sont toutes disponibles gratuitement sur le site *ilovepdf*), et dotée d'un assistant IA qu'on vous propose d'utiliser à trois endroits différents de l'écran (!).

8. Voir : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2016>.

9. Voir : <https://www.editionsdivergences.com/livre/apocalypse-nerds>.

10. Voir : <https://culture-et-outils-libres.forge.apps.education.fr/bloque-la-pub.html>.

Merdification des AAMAM

Les applications et sites qui réussissent sur internet connaissent pour la plupart la même trajectoire : d'abord un phénomène d'expansion, puis, quand leur base d'utilisateur-ices est suffisamment grande, un phénomène de « merdification » (*enshittification*) qui s'est répandu à partir des années 2010 pour atteindre un point de rupture dans les années 2020.

La « merdification » est un terme qui applique au web/software le concept d'*encrapification*, qu'on pourrait traduire à peu près de la même manière et qui est la tendance du capitalisme à produire de la « merde » en passant d'un service pensé pour les usagers à un service fait pour les actionnaires. Voici comment Cory Doctorow, journaliste et écrivain canadien, la décrit « *D'abord les plateformes sont bonnes pour leurs usagers, ensuite elles abusent leurs usagers pour satisfaire leurs partenaires économiques, et enfin elles abusent leurs partenaires pour récupérer l'argent pour elles-mêmes.* »¹¹

Ainsi les plateformes acceptent dans un premier temps de « limiter » leurs marges le temps d'acquérir une base suffisante d'utilisateurs et d'utilisatrices (notamment en supprimant les concurrents qui n'ont pas les fonds pour tenir la gratuité ou de faibles tarifs. C'est ce qu'on a observé par exemple avec Uber.) Elles se rendent ainsi indispensables. Ensuite, elles dégradent la qualité de service par plusieurs leviers : multiplication des publicités, algorithmes favorisant les contenus sponsorisés au détriment des centres d'intérêt de l'utilisateur/trice d'un côté, rendant le service de moins en moins pratique à utiliser, mais aussi suppression de la modération voire modération arbitraire par IA. Cela donne des situations absurdes : par exemple, écrire « les trans devraient disparaître » sur Facebook n'est pas sanctionné, mais le fait d'écrire « putain, j'en ai marre des transphobes » sera modéré car le mot « putain » est un gros mot.

La merdification s'appuie sur deux piliers apparus l'un après l'autre : les algorithmes et les IAgens (qui en font en réalité aussi partie).

L'algorithme

Derrière ce terme galvaudé et utilisé à tort et à travers (rappelons qu'un ordinateur n'est capable que d'exécuter des algorithmes) se cache une réalité simple dans son fonctionnement général et extrêmement opaque dans son application concrète : les utilisateurs et utilisatrices ne voient pas seulement les contenus qu'ils ont choisi de « suivre » mais aussi du contenu « suggéré » par les plateformes en question.

Comment alors voir son contenu « suggéré » par les plateformes à d'autres utilisateurs ?

À l'époque, il fallait utiliser des hashtag (mots identifiés en #) pour connecter un post à une audience qui ne nous suit pas mais qui suit le hashtag en question. Ainsi, je peux me connecter à d'autres fans de belote coincée en tapant #coincée dans la barre de recherche du réseau social de mon choix. Sur d'autres réseaux comme Facebook, on peut également devenir membre de « groupes » sur des sujets qui nous intéressent.

Ce système a un défaut majeur : lorsqu'on a vu toutes les nouvelles publications des gens, des groupes, et des hashtag que l'on suit, on arrive à bout du contenu qui nous est proposé par la plateforme. Et quand on arrive à bout de nouveau contenu, on quitte le réseau et on va faire autre chose (jouer à la belote coincée par exemple).

Inacceptable pour les capitalistes de l'attention personnalisée dont le revenu est basé sur le fait que vous passiez un maximum de temps sur ces applications. C'est là qu'intervient l'algorithme : la plateforme peut alors vous proposer du contenu que vous n'avez jamais demandé à voir, en se basant sur le contenu que vous avez l'habitude de consommer. Ainsi, vous n'arrivez jamais à court de « nouveautés » puisque vous êtes exposé en permanence à du contenu que vous n'avez pas demandé. L'*algorithme* « corrige » alors en permanence ce qui vous est proposé en fonction du temps que vous passez sur l'application, sur certaines publications, et - en fonction des au-

11. Voir : <https://doctorow.medium.com/social-quitting-1ce85b67b456>.

torisations que vous avez donnée à l'application - en s'appuyant aussi sur votre localisation, sur ce que vous demandez à votre moteur de recherche ou de ce que vous regardez sur d'autres réseaux/sites.

Certains sites comme Facebook rendent quasi-inaccessible la manipulation pour retrouver le simple ordre chronologique de publication, ce qui était la base de la plupart des « réseaux sociaux » : on voyait les publications classées de la plus récente à la plus ancienne.

L'un des problèmes de ces algorithmes est que si le principe global est facile à comprendre, l'application concrète reste inaccessible. En effet les AAMAM refusent de rendre publiques leurs « recettes » même si certains scandales ont rendu publics des détails de cet *algorithme*. *Nous pensons ici* notamment au principe de pourcentage idéal de nudité sur Instagram ou la tendance de l'algorithme à favoriser la diffusion de contenus dans lequel un pourcentage important de peau nue est montré, mais pas trop non plus car la politique de Meta exclut voire censure les contenus montrant des tétons - de femme uniquement- ou des organes génitaux¹².

Si on utilise les réseaux sociaux comme un moyen de partager des photos et informations avec ses proches, ce n'est pas un problème. Mais les influenceurs/ses peu scrupuleux/ses, comme les propagandistes communistes, sont attachés à une diffusion maximale de leur contenu (les premiers pour vendre de la merde, les seconds pour faire advenir une société dans laquelle les premiers n'existent plus) et se voient incapables de maîtriser leur communication.

À cela s'ajoute, bien entendu, les contenus sponsorisés dont les créateurs ont directement payé les plateformes pour que *l'algorithme* les mettent en avant.

III.3 Le *cloud* ou la prétendue immatérialité

L'augmentation du débit sur le réseau a permis des échanges en plus grand nombre et avec une plus grande simplicité. En particulier, cela a permis d'utiliser des serveurs informatiques à distance de façon massive. Au début d'internet, on utilisait seulement quelques services sur des serveurs distants, et ceux-ci étaient réduits à des tâches simples. Désormais, ce sont de gros services exécutés par énormément d'utilisateurs. La dynamique est claire : de moins en moins de logiciels sont installés sur notre ordinateur personnel ; à la place, on accède à ceux-ci via le navigateur web. On peut penser notamment à des services de vidéo (aller sur le site de Netflix ou YouTube plutôt que de télécharger des fichiers) ou à l'édition de traitement de texte (Word, qu'on utilise de plus en plus volontiers sur sa version *cloud*). De nouveaux services de stockage distants ont aussi vu le jour : Google drive, Proton drive, Nextcloud, etc.

Tous ces services *cloud*, aussi divers soient-ils, invisibilisent le fait que s'ils ne consomment que très peu de ressources de notre ordinateur personnel (place, ram, CPU), ils ne sont pas immatériels pour autant. En réalité, il faut bien comprendre que derrière la simplicité d'une navigation sur le web, il y a bien des ordinateurs physiques, rassemblés dans de grandes salles. Ces ordinateurs calculent et consomment – ce qui a un impact réel sur l'environnement de ces machines, comme nous en parlerons plus loin. Cette immatérialité des services *cloud* masque donc la réalité concrète du matériel nécessaire à tout logiciel informatique.

De plus, malheureusement, il faut souligner que la plupart des services *cloud* utilisés massivement n'appartiennent pas aux utilisateurs, mais sont bien la possession d'entreprises privées.

12. Voir : <https://algorithmwatch.org/en/instagram-algorithm-nudity/>.

III.4 Les abonnements *cloud* en lieu et place de l'achat unique

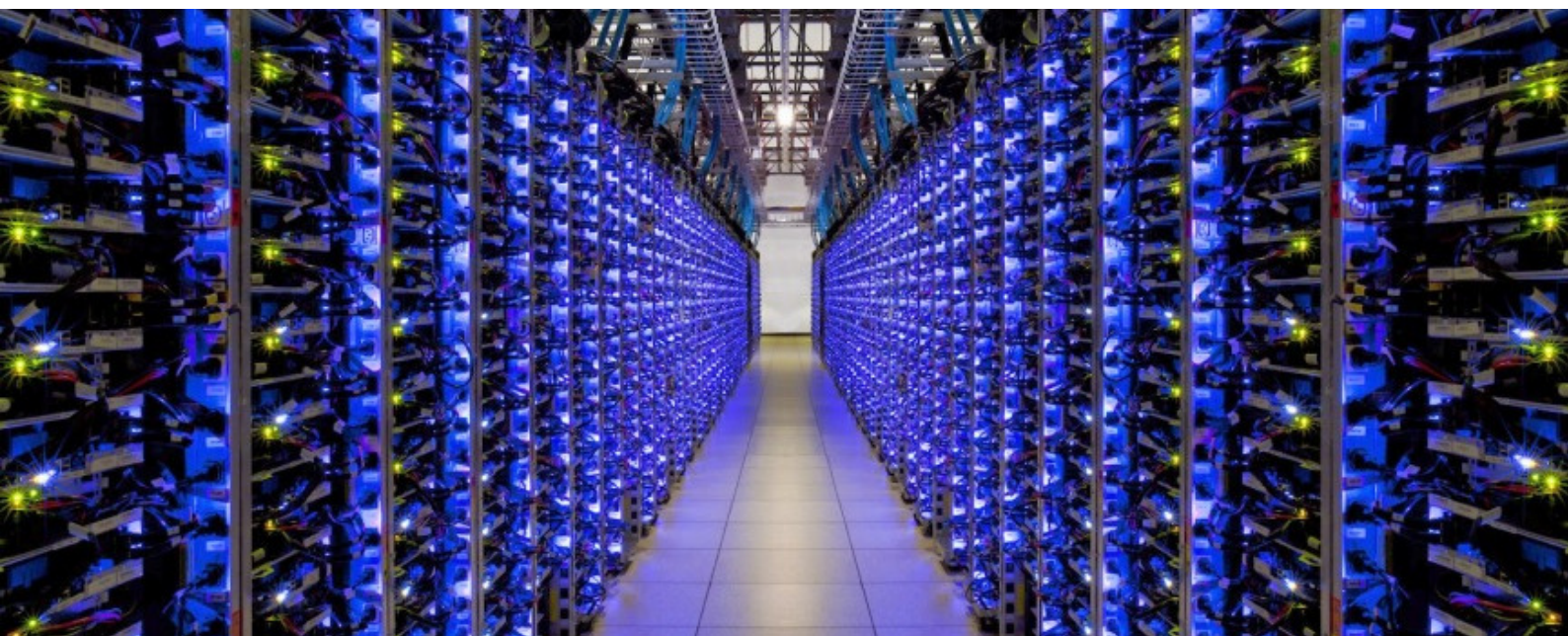
L'un des principaux objectifs de toute entreprise est de réussir ce qu'on appelle le « lock-in » des utilisateur-ices : les « enfermer » à l'intérieur de l'écosystème de l'entreprise, afin qu'il soit plus avantageux pour la base utilisatrice de continuer à utiliser ce service même si le prix augmente OU que la qualité baisse (ou les deux).

Une des manières de verrouiller les utilisateurs est le principe de l'abonnement, qui existe depuis bien avant Internet, puisque l'abonnement commence au XVII^e siècle pour les journaux et les feuilletons. La différence lorsqu'il s'agit d'un abonnement pour un service informatique qui est basé sur des serveurs (en *cloud*), c'est que le service en question peut changer à chaque instant et ce de façon rétroactive. Si le périodique auquel vous êtes abonné se dégrade, vous pouvez vous désabonner et conserver vos précédents numéros. Si le garagiste chez qui vous avez pris un forfait entretien dégrade la qualité de sa prestation, vous pouvez arrêter votre forfait et vous trouver un autre garagiste. Mais sur Spotify, la musique n'est jamais vraiment « à vous ». Imaginons une bisbille entre la plateforme et un artiste, l'artiste décide de retirer ses morceaux de la plateforme. Eh bien à la prochaine synchronisation de votre application, vous n'aurez

plus accès aux morceaux de cet artiste, même si vous les aviez téléchargés sur votre appareil.

Mais lorsque vous *travaillez* avec des logiciels en ligne, vous êtes la cible à chaque instant des modifications de conditions par l'entreprise qui possède ces logiciels.

Avant le *cloud*, l'usage était d'acheter un logiciel qu'on téléchargeait pour ensuite l'installer (ou encore plus à l'ancienne, on insérait le CD-ROM d'installation). On installait alors le logiciel et cette version était ensuite pérenne sur notre ordinateur. Si une nouvelle version sortait, on était libres de mettre à jour vers la nouvelle version (en payant) ou de rester sur l'ancienne. Pour autant, des techniques de petit filous existaient déjà pour pousser l'utilisateur à passer à la nouvelle version. La plus connue est la non *rétro-compatibilité* : les fichiers créés sur la nouvelle version ne fonctionnent pas sur l'ancienne, alors si les personnes avec qui on travaille changent de version, cela nous « force » nous aussi à passer à la version la plus récente. L'abonnement annuel pour un logiciel ou une suite logiciel avec des services *cloud*, sous couvert d'avoir les dernières fonctionnalités et de pouvoir utiliser son outil n'importe où, est source de profit pour nombre d'entreprises. Cette pratique participe encore un peu plus à l'obsolescence programmée de nos logiciels et du matériel informatique, qui, rappelons-le, est un désastre écologique.



De plus, avec les abonnements *cloud*, les nouvelles versions d'un logiciel peuvent sortir à chaque instant, les conditions d'utilisation changer n'importe quand. Et quand on parle de conditions d'utilisation, en 2025 on parle notamment d'accepter que tout son contenu soit utilisé pour entraîner les IA des entreprises auxquelles on paie un abonnement. On doit donc désormais payer pour qu'une IA ait le droit de scanner tout notre contenu et de le piller pour ses futures « créations ». Et puisque notre base de fichiers est également en ligne sur le *cloud* (c'est à dire dans des serveurs bien réels qu'il faut asperger d'eau potable pour les refroidir), ne pas accepter les modifications, ne pas renouveler son abonnement ou accepter les augmentations de prix signifie perdre ses fichiers de travail. Si cela fait sens pour un catalogue de vidéo ou de musique à la demande (avec l'acceptation que rien ne nous appartient jamais et que le catalogue évolue en permanence ainsi que les prix) pour un logiciel tout à fait utilisable hors ligne et dont on ne veut pas qu'il évolue, c'est plus discutable. Parmi ces services il y a la célèbre suite Microsoft Office, devenue Office 365, inaccessible sans une adresse mail Microsoft et devenu un service de *cloud*. Ou encore Adobe, une entreprise pionnière dans le modèle d'abonnement, devenue iconique pour la merdification de son offre et dont nous parlerons dans la deuxième partie.

À part dans le monde du logiciel libre, où les logiciels sont le plus souvent gratuits et les mises à jours ne sont là que pour améliorer le produit et renforcer la sécurité, le modèle du logiciel avec une licence qui vous permet d'obtenir réellement le logiciel sur votre machine pour l'utiliser comme bon vous semble est en train de petit à petit disparaître.

III.5 Les applis

Parfois, la version mobile d'un site est tellement inutilisable qu'on a l'impression que tout est fait pour qu'on installe l'application. Au cas où on en douterait, sur la plupart de ces sites, un bandeau recouvrant un quart de l'écran nous indique que « Biduletruc est bien

plus agréable avec l'application : TELECHARGER L'APPLICATION ou **continuer sur la version mobile** ». Mais pourquoi donc des sites aussi variés que Facebook, Leboncoin, Blablacar, SNCF-Connect, mon site de belote coincée en ligne et ma météo insistent-ils absolument pour que j'installe leur application ?

Il y a plusieurs raisons à cette insistance. Premièrement, un site internet peut capter (et donc vendre) vos données beaucoup plus facilement quand vous êtes connecté dessus (et partage le pactole avec l'appli que vous utilisez pour y accéder, à savoir le navigateur). Si vous fermez l'onglet du site de Facebook, c'est fini pour Facebook. Si en revanche vous avez téléchargé l'application Facebook, vous avez probablement donné les autorisations à l'appli de fouiller l'intégralité de votre téléphone, d'accéder à votre localisation, à vos contacts, à vos messages, et ce pas uniquement lorsque vous utilisez l'appli. Vous avez donc installé un mouchard permanent sur votre téléphone.

Deuxièmement, vous êtes susceptible d'utiliser plus souvent un service pour lequel vous avez téléchargé une application que d'aller visiter leur site en passant par un moteur de recherche.

Troisièmement, une application peut vous envoyer des notifications beaucoup plus facilement qu'un site internet que vous avez fermé. Idéal pour vous solliciter pour, au hasard, acheter quelque chose : un objet que vous aviez repéré sur Leboncoin, un billet de train, n'importe quelle merde sur le marketplace de Facebook... La notification est une véritable pollution de notre monde numérique, un envahissement permanent de notre espace par des logiciels et, si la profusion de notifications venant de mails, de conversations de groupe, d'objets mis en favori etc, est déjà suffisante, quand mon application de belote me relance tous les jours pour savoir si je veux battre mon record de deux capots dans la même partie, ce n'est pas pour me pousser à m'améliorer mais bien pour que j'aie regarder les deux pubs de 10 secondes qui précèdent chaque partie.

Enfin, et cela est central dans le développement des applis : aux USA la loi n'est pas la même pour un site internet et pour une appli-

cation. Que ce soit au niveau des données récupérées, de la proposition de services, etc. les applis sont plus permissives. Si vous voyez des *deals* en ligne « uniquement sur l'application » comme c'est le cas sur Aliexpress ou Uber, c'est souvent que ces *deals* ne sont simplement pas légaux sur un site web. Un exemple est le calcul algorithmique de la rémunération des chauffeurs Uber : plus un chauffeur accepte facilement des courses, moins le revenu proposé pour chaque course est élevé. Plus un chauffeur est sélectif, meilleur sera son revenu par course. Mais si le chauffeur est vraiment trop sélectif, l'algorithme ne lui propose plus de courses. Évidemment, tout cela est opaque, ces algorithmes ne sont pas connus des chauffeurs ni rendus publics. Il semblerait que ce genre de magouilles ne soit pas légale SAUF en passant par une application (puisque c'est l'application qui fait le calcul et non pas un patron qui discrimine des employés).

Les applis sont ainsi un des instruments de la merdification qui, sous réserve de vous rendre la navigation plus facile, vous polluent en réalité l'esprit avec des notifications et vous espionnent en continu.

III.6 Les IAgen (rapide mise en contexte)

Ce qu'on appelle couramment l'IA concerne surtout les IA « génératives ». Celles-ci sont devenues omniprésentes à toutes les étapes de l'existence des RS et des AAMAM.

Les « IA assistant » font leur apparition dans absolument tous les logiciels pour proposer des fonctions qui essentiellement existaient déjà (dans des formes peut être moins accessibles et performantes) : recherche, suggestion d'écrits, synthèse, etc.

Les plateformes privées délèguent de plus en plus de tâches de modération à des IA-Gen ce qui rend les règles de modérations incompréhensibles et permet de neutraliser

certain types de contenus (notamment politiques) sans recours possible.

Certain-es utilisateur-ices des réseaux sociaux utilisent eux-mêmes de l'IA pour générer des contenus souvent très médiocres en investissant extrêmement peu de temps et en arroser ensuite les RS¹³.

Ce contenu de faible qualité, bancal et faux, ces images médiocres et ces voix (de moins en moins) robotiques dont nous sommes abreuvés possèdent un nom : l'*IA slop* (ou la « mixture d'IA »). Les « créateur-ices de contenu » ne créent donc plus eux-mêmes le contenu mais, à la manière des mécènes et des bourgeois qui « passaient commande » à des artistes, utilisent l'IA gen pour « réaliser » du « contenu ». La seule compétence de ces « créateurs » est souvent le *prompt*, c'est-à-dire la capacité de dire à l'IA ce qu'elle doit faire. Quand ils ne s'appellent pas des *IA Artists*, ils revendiquent tout de même une part significative dans la production de leur contenu. Mais l'IA ne fabrique pas, elle vole à droite comme à gauche (sur-tout à droite), parmi des créations d'artistes, des textes, des photos présentes sur internet, pour fabriquer sa bouillie. Avec elle, rien ne se crée, mais tout se transforme ET tout se perd.

Car en effet, on estime qu'aujourd'hui 57% du contenu sur internet est généré par IA¹⁴; et que 74% des nouvelles pages internet incluent du contenu réalisé par IA¹⁵.

Le fait qu'internet soit en 2025 alimenté à plus de 50% par du contenu généré par IA pose de nombreux problèmes : la perte de pertinence des résultats dans un moteur de recherche, la diminution de la véracité et de la qualité générale des informations, voire la perte de pertinence des modèles de discussion eux-mêmes du fait de ce qu'on appelle le *model collapse* : internet étant composé de plus en plus de contenu approximatif, voire faux rédigé par des IA, les contenus nouvellement générés qui s'en nourrissent multiplient les erreurs, approximations et « hallu-

13. Dans la vidéo suivante, Mr. Phi (youtubeur philo totalement pro IA) explore les méandres du YouTube philo généré par IA : <https://www.youtube.com/watch?v=rJE2qkP0Gk4&t=569s>.

14. Voir : <https://www.forbes.com.au/news/innovation/is-ai-quietly-killing-itself-and-the-internet/>.

15. Voir : <https://ahrefs.com/blog/what-percentage-of-new-content-is-ai-generated/>.

cinations » : c'est un cercle vicieux. Si certains programmeur-euses de modèles d'IA ont bien ça en tête et travaillent à limiter ce phénomène, la qualité générale du Web se dégrade irrémédiablement.

La prépondérance de la vidéo

Paramètre qui aura son importance quand nous nous intéresserons à la dimension écologique de la merdification du web : la prépondérance du format vidéo aux dépens des textes.

La vidéo est le format qui demande le moins d'effort au cerveau de l'utilisateur : pas besoin de lire (bien qu'on vous mette des sous-titres dynamiques - générés par IA- afin que vous puissiez regarder sans le son) pas besoin d'imaginer, pas besoin de réfléchir sur les *shorts*, ces vidéos très courtes qui ont pour but en général d'apporter très vite une réponse très satisfaisante et un petit shot de dopamine. La vidéo courte est donc idéale pour capter l'attention, pour asséner un message, souvent publicitaire, mais aussi politique, quand on voit à quel point les *influenceurs* d'extrême droite et masculinistes en tous genres utilisent ces canaux en priorité.

L'hybridation de la publicité dans le contenu

Dans son essai vidéo *Everything is content*¹⁶, Patrick Willem analyse la mise à niveau de toute la production internet (videos, blogs, podcasts, art) sous l'appellation globale de *contenu*.

Une vidéo sur un courant philosophique, un court métrage, une photo, une poésie, une photo de son café renversé sur son bureau : tout est du *contenu* et le travail des plateformes est de nous faire regarder du *contenu*, ainsi la nature même de l'objet regardé devient *contenu*. On scrolle indéfiniment dans une suite de *contenus* en théorie différents, mais qui se regardent dans le même mode : la consommation. Car le contenu ne se *regarde* pas, il ne s'*analyse* pas, il n'est d'ailleurs

pas l'objet d'une discussion a posteriori, il est « consommé ». Les « fabricants » de ce contenu en ligne ne sont d'ailleurs ni des vidéastes ni des photographes ni des sociologues, ni des critiques, ce sont des *créateurs de contenu*. Ce contenu est d'ailleurs diffusé sans distinction sur tous les réseaux, ce qui est rendu possible par l'hybridation des plateformes dont nous parlerons plus loin.

Cette uniformisation s'accompagne de la montée en flèche de formes diverses et variées de publicité.

La *review* ou le *test* existaient bien avant le web et sont très présents sur l'internet communautaire (groupes, forums, etc.) depuis le début du XXI^e siècle, pour absolument tous types de produits. Vous cherchez quelle est la meilleure lampe de poche à acheter pour 30 dollars ? ça tombe bien, un féru de lampes de poches en a testé 19 et fait son top 3. À la différence du test dans le magazine papier, il y a de fortes chances que le gusse en question ait payé de sa poche et soit « indépendant » dans sa review – donc plus fiable.

Ces « tops » et autres conseils d'achat ont cependant été très vite récupérés par les annonceurs et les marchands qui ont commencé, soit à payer des individus pour qu'ils fassent la promotion de leur produit, soit à offrir des produits ou services pour favoriser les avis laudatifs.

Le fil TikTok d'une personne qui aime bien la mode sera donc rempli de vidéos *unboxing* (on déballe un produit neuf), de vidéos *fit check* où on présente sa tenue (évidemment en précisant les marques et les références des différents vêtements), de « tests » souvent extrêmement basiques de sapes. Il n'y a donc même plus besoin de faire de la publicité pour la nouvelle paire à la mode, les créateurs de contenu en font déjà la réclame, la rendent désirable et vous donnent même des codes promo pour aller l'acheter sur le site de leur partenaire (quand ce n'est pas directement sur leur site de *dropshipping*¹⁷).

16. Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=hAtbFwzZp6Y>.

17. Le *dropshipping* est un système tripartite, où le vendeur accepte la commande du client sans avoir le moindre stock du produit vendu. Il transfère alors les commandes et les détails d'expédition souvent à une plateforme de produits de piètre qualité qui expédie ensuite les marchandises directement au client. (Wikipédia)

Les vidéos de « bouffe », extrêmement populaires sur les RS consistent le plus souvent à déguster les « nouveautés » de chaînes nationales ou parisiennes pour faire de la publicité à une enseigne de Fastfood quelconque.

Ainsi, le *contenu* n'est plus seulement une mise en condition du spectateur pour qu'il reçoive la publicité (comme le sont les programmes diffusés à la télé entre deux pages de pub), mais devient lui-même publicité.

III.7 La volonté hégémonique des AAMAM ou pourquoi les plateformes se ressemblent toutes

Les réseaux sociaux se sont construits sur la différenciation : on allait sur Facebook pour le côté inter-personnel et les groupes d'intérêt, sur Leboncoin pour vendre et acheter des produits d'occasion, Instagram pour la photo « esthétique », Twitter pour le texte court type micro-blogging, etc.

Cette époque est bien révolue : si une pratique fait ses preuves sur un réseau, elle sera copiée au plus vite sur les autres. Le but de chacune de ses plateformes étant de retenir les utilisateurs un maximum de temps sur leurs produits, la spécialisation laisse place à une uniformisation compétitive : c'est à l'appli qui en fera le « plus ». Le format *short* (vidéo courte) et le *endless scrolling* (le fait d'avoir du contenu disponible de façon infinie) sont devenus hégémoniques sur les plateformes, qu'on soit sur Tiktok, sur Instagram, YouTube, ou Facebook. Les *stories*, posts éphémères courts, ne font pas autre chose : une succession de vidéos (à plus de 80%) ou d'images qui défilent à l'infini. Ce format est devenu à tel point omniprésent que la plupart des applications de messagerie (WhatsApp, mais aussi Signal et Telegram) proposent un onglet *stories*. D'ailleurs, la plupart des adolescent-es à qui on pose la question « sur quels réseaux sociaux êtes-vous présent-e ? » intègrent WhatsApp à leur réponse.

18. « Certains contenus de Grokipedia reflètent les opinions personnelles d'Elon Musk, proches du conservatisme, de l'extrême droite, du conspirationnisme et de l'idéologie libertarienne, sur de nombreux sujets, tels que la transition de genre, le mouvement *Black Lives Matter* le déni du changement climatique, ou l'article sur Elon Musk lui-même. » (Wikipedia.org)

Facebook a également vocation à remplacer Leboncoin avec son *marketplace*.

Seul Twitter (nouvellement X) qui a bâti sa base d'utilisateurs sur le format texte court, échappe (paradoxalement) à la « video-shortification » du réseau social (mais cela s'explique peut-être parce que le réseau s'est déjà bâti sur la *text shortification* et les échanges basés sur l'invective).

La volonté de Musk n'en est pas moins hégémonique. En s'inspirant des modèles chinois qui croisent moteur de recherche/de réponse, réseau social, plateforme d'achat et de paiement en ligne, il a entamé la mutation de Twitter (désormais X). Avec son nouveau slogan : « *The Everything App* », Musk a commencé par ajouter un *chatbot* IA à Twitter, Grok, *chatbot* officiellement nazi : lorsqu'on lui demande quelle personnalité politique serait la plus à même de régler les problèmes actuels de nos sociétés, Grok répondait en juillet 2025 : « Hitler ». Ceci n'est pas étonnant puisque son créateur est lui-même amateur de saluts nazis.

La mutation de X se poursuit actuellement sur deux axes principaux : le premier est Grokipedia, la version d'extrême droite fascisante de Wikipedia qui en pompe simplement le contenu en enlevant les soi-disant biais « *wokes* »¹⁸. Le second, *X Money*, est un système de paiement en ligne dérivé de PayPal.

Réseau social, d'information, système de paiement via Twitter (X), accès à Internet via les satellites Starlink, voiture avec Tesla, etc. ; la volonté de Musk est bien un contrôle hégémonique sur la vie de ses utilisateur-ices.

Dans le cas de Google, l'exemple est encore plus frappant : moteur de recherche, source quasi monopolistique de vidéos (YouTube, qui propose également des *shorts* et le *endless scrolling*) dispositifs de communication variés, système de paiement, cartographie, assistant personnel, gestion du domicile via domotique et pour finir contrôle total de ses utilisateur-ices via Android : la prétention hégémonique d'Alphabet/Google n'est plus à démontrer.

IV La merdification au cas par cas



L'ouvrage *Enshittification* de Cory Doctorow a été une source d'information majeure pour cette partie. Afin d'éviter d'alourdir la lecture, nous ne l'avons pas cité systématiquement; l'ensemble des faits non sourcés dans notre article est donc tiré de ce livre, que nous vous invitons vivement à lire.

IV.1 ChatGPT

Si ChatGPT et les LLM en général nous semblent une source importante de la *merdification* d'internet (et de nos vies), nous gardons ce sujet pour notre futur article consacré à la question des IA génératives.

IV.2 Tiktok

TikTok est un réseau social permettant de regarder une suite infinie de vidéos courtes, dont l'apparition sur notre écran dépend à la fois des comptes auxquels nous sommes abonné.e.s, mais également du brumeux « algorithme de sélection » de l'application. Pour nous, Tiktok représente *par essence* la merdification du web (et, au vu de sa position prédominante chez les mineur.e.s, de la volonté de merdification de la jeunesse). L'application développe à son paroxysme l'économie de l'(in)attention à la fois comme un moyen (faire acheter de la merde en boîte qui sort des usines en

bout de course du *late capitalism*) et comme un but en soi : débiliser une génération entière de prolétaires en oblitérant complètement leur capacité de concentration par le développement d'un besoin de dopamine permanente, et en dérégulant au passage leur rythme de sommeil. Tout cela fait des jeunes les cibles idéales des marchands et des patrons.

Le concept même de l'application est vicié. Rachid Zerrouki, professeur de Segpa à Marseille, comparait dans un tweet le fait de scroller Tiktok au fait d'être assis devant une télé avec 500 chaînes et quelqu'un à côté de nous qui change de chaîne toutes les 10 à 30 secondes de façon aléatoire. L'attention ne peut être maintenue, le cerveau est en constante attente de la vidéo suivante.

Tiktok compte quasiment 28 millions d'utilisateur-ices en France (contre 14 millions en 2020 et 4 millions en 2019) soit plus de la moitié des Français-es de plus de 15 ans. La quasi-totalité des utilisateur-ices a d'ailleurs entre 13 et 34 ans. 55 % des jeunes âgés entre 16 et 19 ans utiliseraient TikTok chaque jour en France.

Sur cette plateforme, une question se pose pour tou-te-s les « créateur-ices de contenu » : comment « percer » sur les réseaux, c'est-à-dire comment voir sa vidéo devenir virale ? Il s'avère que Tiktok a son moyen bien à lui de favoriser certains contenus : l'aléatoire total. L'algorithme fait ainsi parfois « percer » une vidéo de manière arbitraire. Cela arrive suffisamment rarement pour que tout le monde ne « perce » pas, mais assez souvent pour que l'effet d'entraînement soit bénéfique. C'est-à-dire qu'un-e créateur-ice de contenu qui « perce » va inviter ses connaissances à le rejoindre sur la plateforme parce que « ça fonctionne », voire va se mettre à réaliser des tutos sur comment « percer » sur Tiktok selon son expérience personnelle. Alors qu'en réalité, une partie des vidéos virales le deviennent de façon *totale*ment aléatoire, poussées par l'algorithme.

Tiktok, par le biais de vidéos générées par IA, est également devenu le paradis de ce qu'on appelle les « arnaques à la pitié », comme l'explique la très bonne chaîne de vulgarisation *Parlons Cyber*¹⁹ : nombreuses sont les vidéos qui encouragent usurpation d'identité, fausses démarches « humanitaires » et *dropshipping*, le tout facilité par le *shop* en ligne de Tiktok qui permet des achats directement connectés au site. Lancé en 2025, *Tiktok Shop* comptabilise déjà 75 milliards de dollars de produits vendus (50 millions d'euros en France sur quelques mois seulement)

IV.3 Google

La volonté hégémonique de Google est aujourd'hui active : un téléphone *Android*, un compte Gmail, la suite google pour les documents partagés (docs, tableurs, etc), Google Pay, le gestionnaire de mots de passe Google, Google messages, YouTube... L'intégralité de notre communication numérique et une part importante de notre consommation de divertissement peut être gérée par Google. Chrome OS, système d'exploitation des ordinateurs (portable, fixes) tente de récupérer les parts de marché de Windows pour devenir un véritable système fermé complet. La *merdification* de cette entreprise tentaculaire est donc un cas d'école à étudier.

Google et son moteur de recherche À part son moteur de recherche, Google n'a pas créé grand-chose. L'entreprise a ensuite utilisé ses gains faramineux pour racheter des projets déjà développés, et les « optimiser » (ou plutôt les merdifier). Le site <https://killedbygoogle.com/> recense d'ailleurs tous les projets « tués » par l'entreprise.

À sa création, le moteur de recherche Google est plutôt bon. Il éclipse rapidement ses concurrents comme Yahoo, mais cela ne lui suffit pas à s'ériger en statut de monopole. Lorsque le moteur de recherche Google commence à être financé par la publicité, une conclusion simple vient à l'esprit des marketeurs de la Silicon Valley : si on rend le système

de recherche moins efficace, les utilisateurs devront effectuer plus de recherches pour obtenir la réponse voulue, et ainsi les investisseurs gagneront plus d'argent.

Google pratique également le *semantic matching* : quand vous faites une recherche de mots, Google ajoute secrètement d'autres mots pour « rendre la recherche plus pertinente ». A priori, cela ne semble pas maléfisant : mais si nous gardons à l'esprit que des marques paient le moteur de recherche pour être référencées, alors la manœuvre devient limpide. Par exemple, Google associait aux USA les termes « *snowpant for kids* » (« pantalon de neige pour enfants ») aux mots « The North Face » (marque qui produit notamment des... vous ne devinerez jamais... pantalons de neige pour enfants). Uniquement pour la « pertinence de la recherche » sans doute. Google, depuis qu'il n'est (quasiment) plus en compétition avec d'autres moteurs de recherche, favorise le contenu sponsorisé. Les paramètres de son algorithme d'indexation et de recherche ne sont pas neutres, mais issus de choix guidés par des impératifs économiques et politiques, qui conditionnent ainsi notre accès à l'information.

Pour éviter cette manipulation, il suffirait alors d'utiliser un autre moteur de recherche. Mais si cela était si simple, et au vu de la faible qualité actuelle de Google, alors pourquoi est-ce que la quasi-totalité de l'humanité connectée l'utilise toujours ? Tout simplement parce que Google paie, et paie cher, pour que son moteur de recherche soit celui installé « par défaut » sur tous les navigateurs et dans les OS. Apple, grand rival de Google, reçoit pour cela un chèque annuel de vingt milliards de dollars.

Évidemment, le moteur de recherche le plus répandu au monde ne pouvait s'empêcher de dégrader encore la qualité de ses résultats par l'usage de l'IA. Si en France nous sommes encore (pour l'instant) épargnés par les « *IA summarize* » (des « résumés par l'IA ») qui nous conseillent de manger au moins 1 caillou par jour, aux USA, le résumé IA fait des ravages et abreuve massivement les centaines de millions d'utilisateurs de Google de faits pu-

19. Voir : <https://www.youtube.com/watch?v=ElnB9jxno8g>.

rement erronés. C'est l'aboutissement de la démarche de transformation d'un moteur de recherche en moteur de réponse, comme le dit Philippe Beckert dans son article sur les IA et Wikipedia : « *Google s'est transformé en moteur de réponse plutôt qu'en moteur de recherche* »²⁰. Et même en moteur de fausses réponses, pourrions-nous ajouter.

Autre symbole du génie d'internet dans les années 2000 (notamment avec sa fameuse recherche d'image inversée), Google images est devenu mondialement inutilisable à cause de l'arrivée des images créées par IA, notamment avec Gemini. Désormais quand on cherche par exemple « bébé » suivi du nom d'un animal dans plusieurs occurrences, à chaque fois les premiers résultats sont de fausses photos, générées par IA. Combien de temps avant que la recherche d'image inversée ne subisse le même sort ? Un LLM pourra inventer une source pour chaque image scannée plutôt que de chercher les occurrences existantes.

Gemini ne se contente pas seulement de pourrir la recherche en ligne, il permet également à Google de lire vos messages et conversations pour entraîner son IA (et, encore une fois, potentiellement les transmettre à des régimes politiques autoritaires) comme l'a démontré le procès raconté dans cet article : <https://reclaimthenet.org/google-gemini-ai-privacy-lawsuit-email-surveillance-claims>

Ainsi le moteur de recherche Google est aujourd'hui tellement altéré qu'il en devient inutilisable : publicités à outrance, contenus générés par IA, recherche dégradée au-delà de l'admissible rendent son utilisation véritablement *merdique*. Une plaisanterie récurrente quand on rencontre un employé de chez Google est d'ailleurs de lui demander l'accès à « son Google à lui, celui qui fonctionne bien » - c'est-à-dire le Google des débuts. Aujourd'hui, un moteur de recherche considéré comme l'un des plus performants est Kagi, un moteur

payant qui utilise (et paie pour cela) la base de donnée de Google, mais y applique un algorithme différent qui retire notamment tous les référencement monétisés.

Youtube Filiale de Google depuis 2006 (soit très peu de temps après son lancement en 2005), est un véritable symbole de ces entreprises qui ont acquis un quasi-monopole en attirant l'ensemble des créateur-ices grâce à plusieurs atouts : un fonctionnement simplifié, de la rémunération, et une modération relativement restreinte, permettant de capter la quasi-totalité des consommateurs de vidéo. Une fois ces créateur-ices de contenus financièrement dépendants de la plateforme, YouTube commence alors à baisser les rémunérations, rendre les algorithmes indéchiffrables pour de randomiser le succès des vidéos (comme le fait TikTok et comme nous l'avons expliqué ci-dessus), à modifier les règles de leur modération, et à ajouter des publicités à gogo avant et en plein milieu des vidéos.

YouTube semble s'acharner à détériorer son interface en permanence afin de vendre des abonnements *premium* pour pouvoir bénéficier de fonctionnalités autrefois basiques : par exemple, il est impossible sur mobile d'activer une miniature de vidéo, voire même de mettre l'application en arrière-plan le temps de répondre à un message ou d'aller consulter un mail. Impossible évidemment de télécharger une vidéo via le site ; et depuis cette année, YouTube se permet même de retoucher des vidéos par IA sans l'accord de l'auteur²¹.

Google et le pouvoir trumpiste En septembre 2025, Google a, via YouTube, cédé totalement au pouvoir trumpiste en réhabilitant les comptes de désinformation qui avaient été suspendus voire supprimés depuis le covid ou pour manipulation électorale²². C'est désormais encore pire, puisque depuis octobre 2025, Google héberge les applications utilisées par

20. Voir : <https://madeinperpignan.com/pyrenees-orientales-coulisses-wikipedia-intelligence-artificielle-guerre-sources/>.

21. Voir : <https://next.ink/196663/youtube-a-fait-des-retouches-automatiques-de-videos-sans-laccord-de-leurs-auteurs/>.

22. Voir : https://www.frandroid.com/marques/google/2805929_pour-satisfaire-le-pouvoir-americain-youtube-rehabilite-la-desinformation.

les milices fascistes de Trump pour traquer les migrants²³.

Au même moment, Google met en place un système d'entraînement de son IA et d'autres « fonctionnalités intelligentes » via lecture de vos emails sur Gmail, un dispositif activé par défaut et qu'il faut désactiver manuellement pour l'éviter²⁴. Là encore, peut-être que la transmission au régime trumpiste d'informations sensibles trouvées dans des mails personnels fait partie des « fonctionnalités intelligentes » de Google ?

Android : le système d'exploitation Google

Rappelons d'abord que Google n'a fait que racheter Android, il ne l'a pas créé, de même pour Google Maps, Google docs et pleins d'autres. Android a longtemps été synonyme d'un système relativement ouvert. En effet, il s'agit d'un système d'exploitation pour appareil mobile, sous licence libre, et basé sur un noyau Linux. C'est devenu le système le plus utilisé sur appareil mobile, loin devant iOS d'Apple. Google, comme souvent dans ses services, s'appuie sur la communauté du logiciel libre, et Android a été énormément amélioré grâce à cette dernière.

En réalité, c'est via l'application Google Play, installée sur les téléphones et tablettes ayant reçu la certification Google (que les constructeurs veulent presque tous obtenir au vu de l'énorme monopole des services Google), que Google « ferme » son système Android. Ainsi, depuis de nombreuses années, Google empêche l'installation de certaines applications, en premier lieu celles qui peuvent entraver ses sources de revenus comme des bloqueurs de pub. Evidemment, Google justifie ces blocage par l'argument de la sécurité informatique...

En 2026, la fermeture du système Android est amenée à empirer : fini les installations externes d'applications, tous les développeurs devront être identifiés par Google pour pou-

voir proposer leur application. La présence ou non d'une application sur le Google Play Store dépendra donc du bon vouloir de l'entreprise (en très bons termes avec le pouvoir trumpiste, encore une fois.)²⁵

IV.4 ADOBE

Adobe fait partie de ces entreprises célèbres pour s'être *merdifée* jusqu'à l'os, notamment via la mise en place d'un abonnement mensuel ou annuel. Son logiciel le plus connu est son lecteur de PDF Acrobat Reader : il est très probablement installé sur votre ordinateur et votre téléphone. Adobe est aussi très connu comme fournisseur de logiciels de mise en page, retouche photo, de vidéo, d'animation, de production audiovisuelle. En 2011, Adobe fait un pari : que la plupart des professionnels qui utilisent ce genre de logiciels en auront besoin toute leur carrière, et que les photographes amateurs qui se créent des bibliothèques, des *presets* et des configurations sur ces logiciels n'auront pas envie d'en changer. Adobe passe donc d'une licence que l'on peut acheter une seule fois à un abonnement mensuel pour profiter de leurs services. En 2025, le prix de cet abonnement s'élève à 35\$ par mois pour la suite complète, et varie entre 12\$ et 25\$ pour un seul des logiciels de la suite. À l'échelle d'une carrière d'une quarantaine d'années, nous vous laissons calculer le coût total. Ainsi Adobe révolutionne le jeu du logiciel : plutôt que d'acheter, même cher, un logiciel qu'ensuite on va posséder toute notre vie, on doit payer chaque mois pour pouvoir y accéder.

Ce système empêche également ses utilisateurs d'utiliser une version antérieure des logiciels, et les oblige ainsi à accepter les changements que subissent ces derniers, même quand ceux-ci en *merdifient* l'usage. L'entreprise Adobe a été éclaboussée ces dernières années par deux scandales : le premier en 2022, lorsque pour une raison inconnue du grand

23. Voir : <https://www.404media.co/google-has-chosen-a-side-in-trumps-mass-deportation-effort/>.

24. Voir : <https://vert.eco/articles/sur-gmail-google-lit-vos-e-mails-pour-entraîner-son-intelligence-artificielle-mais-vous-pouvez-len-empêcher>.

25. Voir : <https://f-droid.org/en/2025/09/29/google-developer-registration-decree.html>.

public Adobe cesse brutalement son partenariat avec l'entreprise Pantone, qui gérait jusqu'alors le nuancier utilisé par les logiciels de la suite. Pantone propose alors un abonnement supplémentaire à 15€ par mois pour continuer à utiliser leur nuancier, sans quoi toutes les couleurs Pantone dans les projets Adobe des utilisateur-ices seront remplacées par... du noir.

En Juin 2024, Adobe devient encore plus gourmand. L'entreprise exige désormais des utilisateur-ices qu'ils et elles acceptent l'utilisation de leurs créations pour entraîner son IA maison. L'acceptation de ce paramètre devient obligatoire pour pouvoir se connecter à son compte Adobe. C'était sans compter sur l'aversion profonde éprouvée par la profession des graphistes et autres créateur-ices d'images envers les IA génératives. Le principe même pour des créateur-ices de nourrir volontairement de leur travail une IA qui a pour but explicite de les remplacer s'est heurté à un fort refus de leur part. Après trois semaines de bataille médiatique, juridique et logicielle, Adobe a finalement rétropédalé et a ôté la dimension obligatoire de cette fonction. Veillez tout de même à bien vérifier que les « fonctionnalités intelligentes » de vos logiciels Adobe soient désactivées.

Le cas Adobe est ainsi l'illustration parfaite d'un service en ligne qui peut se *merdifier* du jour au lendemain en monnayant soudainement l'accès à vos créations et en imposant des conditions d'utilisation absolument aberrantes sous menace de vous priver de vos créations ou de les altérer de façon irrémédiable.

IV.5 Apple

Un verrouillage fort. Apple est une entreprise un peu singulière dans le paysage « AMA-Mesque » car elle propose un système fermé complet de gestion de la vie informatique : ordinateur, téléphone, tablette, montre connectée, tout ça tournant avec des applications propriétaires synchronisées qui permettent de « tout faire ». Un produit Apple propose une batterie complète d'applications allant jusqu'à la composition musicale ou au montage vidéo.

Ces produits sont onéreux mais offrent en échange la promesse d'une haute qualité matérielle et logicielle. Ainsi si les Macs sont de bons ordinateurs, c'est notamment parce que le matériel est conçu pour faire tourner le système d'exploitation de façon très optimisée.

Le système Apple présente un fort *lock in* (littéralement « un verrouillage ») car il produit à la fois le matériel et le logiciel (*hardware* et *software*) avec toutes ses applis propriétaires. Quand vous utilisez un ordinateur Mac ou un iPhone, il devient donc très dur de sortir d'Apple sans perdre messages, mails, contacts, calendrier, drive, photos, bref tout votre contenu en ligne. Et puisque l'installation d'applis doit être validée par Apple, il est aussi très compliqué d'installer un client pour copier toutes ses données dans un système externe.

Le *lock in* est aussi présent pour les vendeurs : comme le développer une application sur iPhone ou sur Mac est en partie spécifique à ce système, il leur faut accepter de payer des frais pour être vérifié par Apple et présents sur l'Apple Store afin avoir ensuite les mains libres sur les *in app fees* (les paiements via leur appli) et la captation des données de leurs utilisateurs.

Apple, les données des utilisateur-ices, et le pouvoir trumpiste. En 2021, Apple décide de proposer un bouton « *don't spy on me* » en acceptant de rogner énormément sur ses marges. A cette occasion, le deal entre l'entreprise et Facebook est renégocié avec une perte de plusieurs centaines de millions de dollars annuels pour Apple. Malgré cet apparent geste envers la vie privée de ses utilisateur-ices, Apple conserve (et monétise) son propre système de captation de données. Apple se montre également avant-gardiste sur la question des IA Bloatware dont nous reparlerons ultérieurement, d'abord avec Siri puis avec Apple intelligence.

La position d'Apple en 2025 par rapport au pouvoir trumpiste est paradoxale : d'un côté ils cèdent en partie au gouvernement américain et retirent de leur App store les applis de lutte contre la déportation (voire partie sui-

vante); de l'autre, ils assument maintenir leurs politiques DEI (*Diversity Equity Inclusion*) et de plient pas officiellement le genou devant le « king » Donald Trump.

IV.6 Twitter (nouvellement X)

Le Twitter des débuts. Twitter a fait couler beaucoup d'encre depuis sa création. Ce réseau social principalement textuel qui se base sur des échanges courts (140 puis 280 caractères par post) s'est très vite fait une réputation de réseau « houleux ». C'est le cas notamment auprès des militants révolutionnaires français, où la pratique de la citation et de la *punchline* a été au cœur des stratégies de recrutement de certains groupes d'extrême-gauche (que nous ne nommerons pas), et qui basaient la plupart de leurs échanges avec d'autres courants politiques sur l'invective et l'accusation. Haut lieu des « *shitstorm* » (« tempêtes de merde ») d'internet, d'échanges virulents et des insultes, Twitter est vue comme la plateforme du harcèlement et du doxxing, le réseau de tous les excès.

Mais pas seulement.

Regroupant sur son site des millions des témoignages de première main, Twitter devient une source d'information de choix pour les journalistes ou les gens qui suivent l'actualité. Outil précieux également pour suivre les luttes ou l'état de la répression à l'international, Twitter a permis au monde entier de suivre les printemps arabes puis la contre révolution égyptienne au jour le jour. Quand quelque chose se passait dans le monde, cela arrivait instantanément sur Twitter et sur Facebook trois jours plus tard (souvent via une capture d'écran Twitter). Les journalistes lisaient Twitter et publiaient sur Twitter.

Par l'horizontalité totale de ses échanges, ce réseau a permis à des inconnu-e-s de discuter avec des célébrités, et de parfois mettre à jour la nullité de leur rhétorique et casser ainsi la « supériorité » factice de leur stature. Des réputations y ont été largement endommagées (comme celle de Raphaël Enthoven ou de Caroline Fourest). Des élu-e-s ont été épinglés pour leur médiocrité ou leurs incohérences.

Pour résumer, on pourrait dire que Twitter a(vait) les défauts de ses qualités.

La merdification après le rachat par Elon Musk. Depuis janvier 2022 et son rachat par Elon Musk, Twitter est devenu l'exemple même de la *merdification* au point où il a été déserté par une partie significative de sa base d'usager-es : en 2022 Twitter comptait 500 millions de comptes pour un peu moins de 400 millions aujourd'hui.

Là où Twitter diffère de ses concurrents plus fermés c'est via son API (interface de programmation de l'application) public, qui donne la possibilité d'accéder à la plateforme via des outils externes et de customiser son expérience par des fonctions non présentes dans le Twitter de base. Inimaginable pour la plupart des réseaux fermés. Bien sûr, le Twitter d'avant Musk n'échappe pas aux posts sponsorisés et à la monétisation, mais reste utilisable de manière plutôt agréable grâce à son système de lecture chronologique et ses publicités relativement peu envahissantes.

En 2022, Musk achète Twitter pour 22 milliards de dollars, ferme les accès à l'API et renvoie immédiatement 4000 employé-e-s ainsi que la quasi-totalité des modérateur-ices du site, tout en remplaçant le système de vérification des comptes (qui validait l'authenticité des comptes tenus par des personnes célèbres, des institutions officielles, des organes de presse ou des grandes marques), par un simple système de paiement : désormais, un compte se voit « vérifié » et « authentifié » et ses posts boostés sur simple paiement. Par exemple, désormais n'importe pourrait créer un faux compte de la Tendance Claire, payer 8 dollars par mois et se voir estampillé comme « le vrai compte de la vraie Tendance Claire ».

Effet immédiat pour les utilisateurs : des posts boostés pour des services non vérifiés amènent des arnaques en masse, et noient ces annonces au milieu des posts gore ou pornographiques non sollicités qui ne sont plus masqués par la modération. Devant la masse de contenus frauduleux partagés par des comptes vérifiés, Musk ajoute une option permettant de cacher la pastille qui marque la

vérification : on marche sur la tête. Ajoutons à cela, la mise en avant de contenus néonazis et techno fascistes par le réseau, quand ce n'est pas par Musk lui-même, qui met en avant ses propres posts dans le fil d'actualité de tout le monde ; le *shadowban* (l'invisibilisation de contenus) de posts ou de profils entiers de façon totalement arbitraire ; la permanente modification de l'IA maison Grok pour la rendre toujours davantage nazie (nous développerons le cas Grok dans l'article sur l'IA) ; l'absence de modération et la généralisation du doxxing et du harcèlement en ligne.

Si Twitter avant Musk était le Far West, c'est devenu depuis une zone de non-droit. Le problème de la *merdification* accélérée est qu'elle ne permet pas de maintenir le *lock-in* sur les usagers, car l'expérience se dégrade par trop, et trop rapidement. En conséquence, la plateforme a vu le départ d'une grande quantité d'utilisateur-ices qui refusaient de rester sur une plate-forme qui finance un projet politique technofasciste explicite, départ qui a entraîné une fuite massive des annonceurs : plus de 100 millions de comptes supprimés (un cinquième des comptes) et une diminution des recettes de quasiment 50 % entre 2022 et 2024.²⁶ En 2025, le site sort même des 50 marques les plus consultées de France, une chute attestant de sa perte d'influence manifeste²⁷. Le 6 janvier 2026, le Financial Times renomme Twitter « X, the deepfake porn site formerly known as Twitter »²⁸

Si le *lock-in* est quasi inexistant sur X, c'est également que les candidats au remplacement sont déjà actifs et fonctionnels, ce qui n'est pas le cas pour Facebook ou Instagram. Deux réseaux ont depuis des années déjà copié le « style » de Twitter : Mastodon (qui fait partie du Fediverse) et BlueSky (fondé par Jack Dorsey, fondateur de Twitter). Beaucoup d'anciens utilisateurs de X ont déjà rejoint l'une ou

l'autre de ces plateformes, rendant parfaitement caduque le fait de rester encore aujourd'hui sur X.

IV.7 Meta et ses entités

Meta est aujourd'hui composé de 3 principales entités : Facebook (et sa messagerie Messenger), Instagram et Whatsapp, qui recensent chacune autour de 3 milliards d'utilisateur-ices, soit quasiment la moitié de l'humanité, et qui sont de très loin les « réseaux sociaux » les plus fréquentés. (Suivent YouTube avec 2.5 milliards et Tiktok avec 2 milliards de comptes. Notons également que WeChat, le « Whatsapp chinois » recense 1,5 milliards de comptes enregistrés.)

Le groupe Meta possède également Threads, lancé en 2023 et dont nous n'entendons jamais parler, mais qui regroupe pourtant 400 millions d'inscrits, soit 10 fois plus que Bluesky ou autant que Twitter (pour tempérer ces chiffres, 8% des adultes US disent utiliser Threads en 2025, contre 21% pour Twitter et 4% pour Bluesky)

Facebook. Les origines de Facebook ont été popularisées à travers le film de David Fincher *The Social Network* qui montre comment dès le départ le projet est lancé avec un objectif bien misogynes : mettre en concurrence les étudiantes en permettant de leur attribuer une note sur la base de leur physique sur un site public. Après des investissements en pagaille, Facebook se présente comme un concurrent de Myspace sur lequel il tire à boulets rouges, notamment autour de l'argument que le réseau, possédé par le milliardaire Rupert Murdoch, récupère les données de ses utilisateurs là où Facebook promet de ne jamais les espionner. Facebook met même en place un bot qui permet à l'utilisateur de transférer sur

26. Voir : <https://www.socialmediatoday.com/news/x-formerly-twitter-saw-lower-ad-sales-q2-2025/760824/>.

27. Voir : <https://www.clubic.com/actualite-593056-en-france-x-ex-twitter-est-completement-a-la-ramasse.html>.

28. Voir : https://www.ft.com/content/ad94db4c-95a0-4c65-bd8d-3b43e1251091?accessToken=zwAGR7kzep9gkd0tLnMlaBMZd09jTtD4SUQkQ.MEYCIQCdZajuC9uga-d9b5Z1t0HI2BIcnkVog98loextLRpCTgIhAPL3rW72aTHBNL_1S7s1ONpM2vBgNlBNHDBeGbHkPkZj&sharetype=gift&token=a7473827-0799-4064-9008-bf22b3c99711.

sa page Facebook tout son contenu Myspace, faisant ce qu'on appelle aujourd'hui du « *cross-post* ». Des pratiques agressives donc, et des promesses assez ironiques lorsqu'on connaît le futur de l'entreprise.

La pub ciblée arrive rapidement sur le réseau, et qui dit pub ciblée dit forcément captation de données. C'est la phase 1 de la *merdification* : le service commence alors à se dégrader pour les utilisateur·ices. Puis vient l'arnaque des annonceurs, dont les pubs sont mal ciblées, ou pas montrées du tout au public visé. Ainsi en 2018, l'entreprise Procter and Gamble (spécialisée en produits de produits de nettoyage, de pharmacie et d'hygiène) passe de 200 millions de dollars de budget publicitaire à zéro sans effet sur les ventes. Facebook ne diffusait donc pas du tout ses publicités, ou du moins très mal. Enfin, pour les créateur·ices de contenus, les posts contenant des liens sont de moins en moins montrés dans les fils d'actualité afin de privilégier les contenus intégralement disponibles sur Facebook. « FB » devient ainsi hostile aussi aux entreprises : c'est la dernière phase de la *merdification*. Parallèlement Facebook monte son propre *Marketplace* pour concurrencer Craigslist, l'équivalent étasunien du Bon Coin.

Pour l'utilisateur, se rendre sur Facebook en 2026 donne une idée assez précise de l'enfer. On y trouve de temps en temps un post qui nous intéresse noyé entre trois contenus « boostés » (au choix : « blagues » sexistes, racistes ou transphobes) et cinq pubs (dont trois arnaques), le tout publié sans ordre chronologique. Facebook admet d'ailleurs que 10% de ses 160 milliards annuels (!) de revenus publicitaires proviennent de pubs qui sont des arnaques.

L'omniprésence des bots à la fois dans la génération des posts et dans les commentaires donne lieu à des échanges totalement ubuesques (extrait au hasard ci-dessous) :



Difficile de savoir dans l'échange ci-dessus qui est un bot et qui est un véritable humain.

Le Metaverse. La *merdification* de META atteint son apogée avec l'idée d'un univers virtuel bas de gamme, accessible grâce à un casque de réalité virtuelle hors de prix et consommant une quantité d'électricité ahuris-

sante. Ainsi naît dans le génial esprit de Mark Zuckerberg le Metaverse, qu'il nomme en 2021 le « prochain chapitre pour internet ». Le projet sera finalement jeté aux oubliettes du fait de la concentration des fonds et des regards vers l'IA générative.

Nous ne pouvons finir ce paragraphe sans mentionner le scandale « Cambridge Analytica ». Bien avant Trump 2.0, Facebook s'était illustré dans la manipulation politique avec – déjà – Trump. En effet, entre 2014 et 2016, Facebook donne dans la manipulation politique avec ce qui sera appelé, en 2018, à sa révélation, le « Scandale Facebook - Cambridge Analytica ». Cette affaire concerne le siphonnage illégal de la totalité des données de dizaines de millions d'utilisateur-ices de Facebook, avec notamment pour but d'influencer le vote des grands électeurs en faveur de Donald Trump en 2016.

Instagram. En ce qui concerne Instagram, la *merdification* est elle aussi bien avancée. Ce réseau social qui permet de partager des photos et des vidéos est lancé en 2010 et racheté par le groupe Meta en 2012. Jusqu'en 2020, l'utilisateur s'abonnait à des personnes et leurs publications nourrissaient son « fil » de façon chronologique. Il pouvait regarder, « liker », commenter, échanger par messages. La publicité était évidemment présente, mais l'utilisation restait fluide.

Depuis 2020 apparaît l'accès aux « Reels », de petites vidéos courtes en mode portrait (équivalent des « Shorts » Youtube) qui créent un flux parallèle au fil d'actualité des abonnements sur lequel on peut « scroller » pour passer d'un Reel à un autre, en suivant les propositions des algorithmes d'Instagram qui prennent en compte plusieurs éléments : thématiques suivies, comptes monétisés, contenus viraux, temps passé sur de précédents Reels etc.

Désormais, l'utilisateur-ice d'Instagram passe des heures sur des vidéos très courtes qu'il ou elle enchaîne à l'infini. Comme sur TikTok, cette utilisation exacerbée d'Instagram enclenche en boucle le circuit de la récompense, laissant le cerveau éternellement

insatisfait.

À cela s'ajoute que le fil d'actualité initialement construit par les abonnements n'est plus du tout chronologique et contient de plus en plus de contenu ajouté par Instagram, et évidemment de plus en plus de publicité avec là encore pléthore d'arnaques. Ce réseau social est, comme les autres, totalement *merdifié*.

IV.8 Amazon

Amazon est à ce point l'icône du capitalisme barbare que Todd Lyons, le directeur de ICE, a fait la déclaration suivante le 7 avril 2025 :

« ICE doit devenir le Amazon Prime des êtres humains. »

Amazon est connu depuis longtemps pour ses méthodes managériales horribles, son fichage syndical, ses nombreuses entraves au droit du travail. Nous ne pensons pas utile de revenir en détail ici sur ce volet, mais une recherche « *conditions de travail Amazon* » sur un moteur de recherche vous indiquera très rapidement l'ampleur du problème.

Nous nous concentrerons dans ce paragraphe sur la partie ergonomique et fonctionnelle d'Amazon.

Comme pour Google, Amazon est un système fermé qui permet de « verrouiller » très facilement les utilisateur-ices une fois accrochés dans le système, et ce via plusieurs modalités :

Amazon Prime. Avant d'être un service de vidéo à la demande, Prime était surtout une option pour « ne pas payer de frais de port » ou plutôt les payer en avance - car l'abonnement prime est évidemment payant. Une fois les frais de port « avancés » pour une année, difficile pour l'utilisateur de se dire qu'il va se diriger pour son achat vers une autre offre en ligne sur laquelle les frais de port devront être payés en sus.

Kindle et les « liseuses ». Les *ebooks* achetés sur Amazon ne peuvent être consultés que sur des liseuses Amazon, et les liseuses Amazon bloquent de plus en plus les contenus pro-

venant d'autres sources que leur catalogue. Ainsi l'achat d'une liseuse sur Amazon conditionne l'achat des livres lus dessus, et inversement le fait de posséder des *ebooks* Amazon fait monter le « *switching cost* » (« coût » pour changer de mode de consommation et quitter Amazon) car tous nos livres achetés seront perdus en cas de changement pour un matériel non-Amazon.

Le verrouillage des vendeurs. Afin de voir son produit affiché en haut de page lors d'une recherche, il faut payer. Et payer cher. Le premier résultat donné par Amazon est en moyenne 30% plus cher que l'offre la moins chère sur le site (sans doute pour payer en partie les frais de référencement), un business du référencement qui rapporte la bagatelle de 38 milliards de dollars par an à l'entreprise.

Les producteurs doivent donc monter leurs prix s'ils veulent vendre sur Amazon. Pourtant, on ne trouve pas leurs produits moins chers ailleurs; c'est à cause du « *most favor nation status* », un élément clé du procès de la commission fédérale contre Amazon, qui force les vendeurs à monter leurs prix partout au même niveau que celui affiché sur la plateforme.

S'ajoutent à cela les frais exorbitants pour être inclus dans Prime, la quasi obligation d'avoir la mention « expédié par Amazon » pour qu'un produit soit en *top list* (service si cher que ses recettes couvrent l'ensemble des frais d'expédition d'Amazon, y compris ceux de ses biens propres). Amazon est bel et bien devenu une seigneurie numérique dans laquelle les vassaux paient cher leur place auprès du seigneur. C'est devenu l'exemple type de ce que Varoufakis appelle le Techno-féodalisme : une fois les producteurs verrouillés dans le système Amazon qui fournit la majorité de leur clientèle, le seigneur Amazon commence à monter ses commissions tout en les forçant à la baisse des prix, ce qui amène de nouveaux clients mais offre aux vendeurs moins de marge par achat.

Le fonctionnement d'un Hub. Amazon est également l'exemple phare de la définition du *hub*, autre phénomène de pourrissement de

l'internet. Si, à la base, ces entreprises (Amazon, Cdiscount, Aliexpress etc) achetaient en masse toute sorte de biens pour les revendre depuis leurs entrepôts, désormais elles ne servent plus que d'interface logicielle entre vendeurs et acheteurs.

Un *hub*, en français traduit par « concentrateur », « plateforme » ou « interface », est un simple système de mise en relation entre producteurs et acheteurs. Ainsi Amazon n'est pas le « vendeur » du produit mais simplement l'interface qui permet à l'acheteur de trouver facilement un produit, et au vendeur d'être visible.

En 2025, ces interfaces se présentent parfois comme des entreprises qui fabriquent et expédient elles-mêmes les objets qu'on y trouve : des sites aussi divers que Backmarket ou les sites du groupe Mulliez (Decathlon, LeroyMerlin, Cabesto, Norauto etc) sont devenus des hubs. Les marchandises ne sont pas achetées à ces entreprises, mais à des vendeurs qui paient pour afficher leurs marchandises sur leur site.

Le fonctionnement d'un *hub* est très simple pour le *hub* lui-même mais un casse-tête pour les acheteurs : pour 4 produits différents achetés sur Amazon, deux sont expédiés par Amazon avec les frais de port offerts, le troisième est membre du programme Prime donc expédié dans un colis différent depuis un entrepôt différent mais sans frais de port, et le quatrième demande des frais de port à part et est envoyé d'un troisième endroit.

Ce type de fonctionnement permet également à des entreprises frauduleuses de se monter très rapidement avec une petite mise de départ : on monte boîte de toutes pièces avec un faux papier et une boîte postale, une arnaque sur un produit à la mode, on paie Amazon (ou autre hub de son choix) un petit pactole pour s'assurer d'être en haut des résultats de recherche, on vend quelques centaines de faux objets pour se créer une base de faux avis positifs, on paie quelques sites internet réputés pour des articles promotionnels, on paie Google pour avoir ces articles suggérés dans les articles « d'actualité », et la machine est lancée. Ne reste plus qu'à attendre les ventes en

pagaille, à récolter le pactole, puis déposer le bilan de cette boîte qui n'a jamais eu d'existence tangible, et recommencer. Les arnaques sur internet se généralisent de la sorte, avec des marchandises jamais reçues, des contrefaçons, ou encore de la marchandise volée.

IV.9 Microsoft

Si Bill Gates a longtemps fait figure de personnage maléfique de par ses volontés hégémoniques sur la vie entière des utilisateurs de Microsoft, force est de constater qu'il est aujourd'hui l'un des rares fondateurs de la Big Tech à ne pas courber l'échine devant Trump.

Windows s'est imposé comme le système d'exploitation de la plupart des ordinateurs personnels fixes ou portables (mais pas des smartphones ou des tablettes). L'astuce a été de passer des accords avec les fabricants de machines pour les faire vendre leurs ordinateurs avec Windows déjà installé dessus. Cette pratique, nommée « racketiciel », est même interdite normalement en France. Microsoft a d'ailleurs été condamné par la commission européenne entre 2004 et 2013 à plus de 2 milliards d'euros d'amende pour entrave à la concurrence et pour divers abus de position dominante.

Dans le monde de l'informatique des logiciels propriétaires, on le sait : les nouvelles versions de système d'exploitation entraînent souvent l'achat de nouveaux ordinateurs qui permettent de les exploiter correctement.

Celles-ci sont quasiment toujours plus gourmandes en ressources que leur version précédente. En 2025, Microsoft a annoncé la fin du support de Windows 10, rendant presque obligatoire le passage à la version 11. Cette dernière est très vorace et ne peut pas tourner sur bon nombre d'ordinateurs sous Windows 10, alors que ce sont des machines tout à fait correctes qui permettraient encore de travailler. De plus, Windows 11 oblige l'utilisateur à créer un compte Microsoft en ligne. Là encore, on voit une stratégie de captation des utilisateurs et utilisatrices et surtout de leurs données personnels. En 2023, il est révélé que Windows 11 se comporte en *spyware* dès son installation, c'est-à-dire que dès le premier démarrage d'un ordinateur fraîchement installé avec Windows 11, ce dernier envoie des informations personnelles sur les serveurs de Microsoft – alors même que l'utilisateur n'a encore rien fait avec son ordinateur.

Si les versions 10 et 11 de Windows ont été de réelles améliorations notamment concernant la stabilité du système, elles sont venues avec des pubs, des invitations à suivre la bourse, et désormais à une incitation répétée à utiliser les outils d'IA de Microsoft.

Fait plaisant, l'annonce de la fin du support de Windows 10 s'est soldée par la plus grosse progression d'installation de Linux de toute son histoire. Il n'est jamais trop tard, et nous encourageons à faire cette transition le plus massivement possible.



V Et la légalité dans tout ça ?

Une question se pose assez vite à la lecture de toutes ces démarches des plateformes pour *merdifier* leur utilisation : tout cela est-il bien légal ? La réponse est clairement : non.

Non, ce n'est pas légal et tous les AAMAM ont d'ailleurs eu droit à leur grand procès devant le Department of Justice (DOJ) étasunien. Car si les US protègent leurs entreprises à l'international, quelques gardes-fou existent tout de même pour limiter le niveau d'arnaque autorisé sur leur territoire, notamment au niveau des lois « *antitrust* » qui ont pour vocation d'empêcher les monopoles sur le marché. Les lois *antitrust* étaient très fortes à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale mais n'ont eu de cesse d'être affaiblies par tous les présidents de Reagan à Trump, Obama compris ; mais pas par l'administration Biden qui au contraire a tenté de resserrer la vis sur la Big Tech (nous développerons cet épisode dans la prochaine partie de cette série).

Microsoft en 1998, Facebook en 2017, Google et Apple en 2024, Amazon un nombre incalculable de fois... le DOJ est coutumier des procès longs et obscurs face aux les géants du Web. La stratégie de ces derniers est tou-

jours la même : profiter des gains énormissimes pour envoyer des armées d'avocats pourrir la procédure, demander le huis clos et interdire au plus possible la fuite des documents, et jouer la montre jusqu'à ce qu'une administration plus clémentine prenne le relais.

Une tradition qui remonte d'ailleurs aux années 70 avec le procès d'IBM qui dura 12 ans jusqu'à ce que les poursuites soient presque totalement abandonnées par Reagan, tout comme Microsoft verra son procès caviardé par Bush Jr. en 2001. En 2024, Google et Apple obtiennent des condamnations un peu plus conséquentes qui limitent leur politique de favoritisme ; mais dans le fond, rien ne change.

Pour d'autres exemples de la *merdification*, nous vous conseillons le livre de Cory Doctorow : *Enshittification*, 2025.

Ainsi que cet article qui parle également des smart TV, des enceintes connectées et autres « progrès » du capitalisme tardif : <https://arstechnica.com/gadgets/2025/02/as-internet-enshittification-marches-on-here-are-some-of-the-worst-offenders/>

VI Merdification et consommation d'énergie

Si le plus gros pic en terme de consommation d'énergie des AAMAM est dû aux IA génératives (+40% depuis 2023, inédit dans l'histoire de l'informatique) et sera donc traité dans un futur article, force est de constater que même avant cela, le fonctionnement global d'internet et de la vie numérique consommait déjà de plus en plus d'énergie.

Quelques exemples à titre illustratif :

- La puissance de nos machines augmente en permanence afin de faire tourner des écrans toujours plus beaux, des applis toujours plus animées et aux paramètres et fonctionnalités de plus en

plus nombreuses ;

- La *merdification* de Google et des moteurs de recherche en général qui poussent à multiplier les recherches et donc à consommer d'avantage ;
- L'omniprésence de la vidéo et la recherche de définition d'image toujours plus élevée qui rendent la consommation énergétique d'une application comme Youtube tout simplement aberrante : avant de regarder une vidéo (qui n'est parfois rien de plus qu'un podcast filmé ou une rediffusion Twitch de trois gusses qui discutent sur un canapé), on

doit se fader deux pubs en haute définition.

- Les publicités, omniprésentes, sont elles-même source d'une consommation d'énergie souvent oubliée mais très importante. Faire charger la page d'accueil du *Nouvel Obs* avec un bloqueur de pub consommera moins d'1 Mo, contre quasiment 15 sans bloqueur. C'est 15 fois plus!²⁹

La massification de l'utilisation d'internet a nécessairement augmenté le nombre de serveurs sur la planète. L'omniprésence de la vidéo, des services *cloud* et le stockage massif d'informations personnelles sont la cause de

la multiplication des Data centers. Ces grands centres qui abritent énormément de serveurs sont, bien qu'optimisés pour consommer efficacement l'énergie, un désastre écologique. L'utilisation massive des IAgens ne fait qu'accentuer ce problème.

Enfin l'obsolescence programmée, concept central dans l'économie des outils numérique, fait qu'on est constamment poussé à renouveler notre matériel informatique, et là encore, c'est une catastrophe écologique. Il est souvent dit qu'environ 70–80 % de l'empreinte carbone totale d'un ordinateur provient de sa fabrication.

VII Le web, le trumpisme, et les penseurs libertariens

VII.1 Une autre forme de *merdification* : l'allégeance de la tech au « King »

Après avoir défini et exploré la notion de *merdification* du web et des plateformes dans la partie précédente, nous allons nous intéresser dans cette quatrième partie au basculement de la Tech, milieu qui était pourtant très largement démocrate et progressiste dans les années 2010, dans les idées techno-fascistes, ou a minima dans la collaboration active au régime de Trump³⁰.

En effet, en 2025, rares sont les entreprises qui n'embrassent pas le nouveau « King » : à la *merdification* logicielle s'ajoute la *merdification* politique.

Depuis le 20 janvier 2025, nous assistons à un festival de courbettes envers Trump de la part des AAMAM et de leurs patron : Twitter avec Musk bien sûr, mais aussi Facebook, Amazon, Google, Spotify, Airbnb... tout le monde adhère à la politique présidentielle, de la petite concession à la participation active (voir plus bas). Comment est-ce que ces tech-bros, qui furent de fervents soutiens aux idées dé-

mocrates et engagés pour la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) depuis la période Clinton - Gore, sont-ils « devenus » de tels réactionnaires qui soutiennent aujourd'hui Trump avec acharnement?

VII.2 Quelque chose de pourri au royaume de la Silicon Valley

Il faut commencer par redire que l'adhésion de la Silicon Valley aux idées réactionnaires n'a rien d'une nouveauté. On pourrait même au contraire qualifier la période précédente de « parenthèse progressiste », voire de « parenthèse démocrate » dans sa longue histoire. En effet, si le *word wide web* s'est historiquement construit à partir d'idéaux hippies libertaires de partage et de gratuité, chez les entreprises dont c'est le gagne-pain, c'est une toute autre culture qui règne, et ce depuis les débuts. De l'influence de Carl Schmitt, le « juriste en chef du III^e Reich », à la fascination pour l'eugénisme du XIX^e siècle, la Silicon Valley des années 70 jusqu'aux années 2000 n'a jamais rien eu de progressiste.

29. Voir : <https://culture-et-outils-libres.forge.apps.education.fr/bloque-la-pub.html>.

30. Pour un article développé sur le début du deuxième mandat Trump et de ses volontés idéologiques, référez-vous à notre article sur les Lumières Sombres <https://tendanceclaire.org/article.php?id=201>.

L'eugénisme et le racisme sont ainsi présents dès sa fondation³¹. L'université de Stanford, créée en 1885 par Leland Stanford, grand PDG du rail US et fervent défenseur de la race blanche, emploie comme professeur Lewis Terman, psychologue eugéniste qui a participé à développer les tests de mesure du quotient intellectuel. Ce dernier rêve « d'une société dirigée par une classe héréditaire d'êtres humains hyper-intelligents » — et qui éviterait tout métissage qui « ternirait » cette classe.

C'est son fils, Fred Terman, qui fonde la « Silicon Valley » avec William Shockley, ingénieur inventeur du transistor et lui aussi féru d'eugénisme, qui propose d'identifier les gènes de pauvres et de « débiles » pour leur proposer une stérilisation contre rémunération. Cette fascination eugéniste de la Silicon Valley n'a d'ailleurs jamais cessé puisqu'en 2017, la startup *Clearview AI*, financée notamment par Peter Thiel, propose d'associer reconnaissance faciale, théories eugénistes comme la physiognomonie et la phrénologie, et intelligence artificielle, pour « identifier » les capacités voire les penchants criminels des individus en fonction de leur faciès.

Dans les années 1960, les entreprises comme HP ou EDS (un des premiers « externalisateurs de données » pour le gouvernement) imposent un culte de la discipline individuelle pour leurs employés : pilosité faciale interdite, costume obligatoire, l'adultère est un motif de licenciement. Évidemment, les syndicats y sont interdits et même les discussions sur le salaire sont passibles d'un renvoi. Bien sûr, la société étasunienne dans son ensemble était à l'époque plus conservatrice, raciste et sexiste qu'aujourd'hui : la ségrégation était notamment encore en vigueur. Le fonctionnement de la Silicon Valley à l'époque ne détonne alors pas mais s'inscrit dans la norme sociale générale des entreprises.

31. Lire à ce sujet le livre *The Valley, une histoire politique de la Silicon Valley*, du journaliste Fabien Benoit.

32. Transcription du podcast disponible ici : <https://www.nytimes.com/2025/01/17/opinion/marc-andreessen-trump-silicon-valley.html>

VII.3 Allégeances politiques et intérêts économiques

En somme, il n'y a rien d'étonnant à ce que les géants de la tech adhèrent aujourd'hui aux idées réactionnaires quand on sait que la fondation idéologique de la Silicon Valley est essentiellement réactionnaire, classiste, raciste et misogyne. Le basculement vers les démocrates et les progressistes au début des années 2000 n'était rien d'autre qu'une nécessité économique et sociale, aidée par la posture très pro-tech d'Obama qui a facilité la vie et les finances de la Big Tech pendant ses deux mandats.

L'entretien dans le podcast du NYT³² entre Ross Douthat et Marc Andreessen (un investisseur anciennement démocrate et aujourd'hui trumpiste, membre actif du Projet 2025) daté du 17 janvier 2025 (donc juste avant l'inauguration du deuxième mandat de Trump) illustre bien les raisons principales de cette oscillation entre soutien démocrate et adhésion aux idées trumpistes.

Si on lit un peu entre les lignes de son *storytelling*, on décèle plusieurs étapes à son évolution politique :

1. Les jeunes formés dans les universités progressistes durant les années Obama arrivent en poste à la fois dans les entreprises de la tech et dans les institutions (congrès, commissions, gouvernement d'Etat, etc) et sont sensibilisés aux questions DEI (*Diversité, équité, inclusion*). Ils et elles ont eu une formation critique concernant le capitalisme et le libéralisme, ce qui force les entreprises de la tech à rogner leurs marges pour entreprendre des politiques d'inclusion, et augmente les volontés de contrôle des entreprises par les structures politiques. Ces avancées sociales obtenues sous Obama restent maigres, et se révèlent coûteuses à l'échelle d'un pays comme les US.

2. Durant le premier mandat Trump, ce dernier possède certes la Maison Blanche mais n'a pas encore le contrôle ni sur le Parti Républicain ni sur le congrès, comme il l'aura durant son deuxième mandat. Ainsi le Gouvernement fédéral et le Congrès continuent leur pression sur les entreprises de la tech en augmentant la taxation. C'est aussi la période où Zuckerberg passe devant le congrès pour justifier du scandale « Cambridge Analytica »³³; et où les pays européens intentent les premiers procès contre ces grandes entreprises US qui défiscalisent chez eux. Pendant cette période, ce sont à la fois les Démocrates US et les politiques européens commencent à demander des comptes aux entreprises de la Big Tech qui jusque-là se bâfraient de bénéfices dans une indifférence totale.

3. Au cours des années Biden, l'administration démocrate cherche à prendre le contrôle sur les entreprises de la tech, d'abord sur la question des cryptomonnaies, puis sur celle de l'IA. Dans le podcast, on entend Andreessen dire : « *they wanted to kill Crypto, then they wanted to kill AI* » (« ils — les démocrates — ont voulu tuer la crypto, puis ils ont voulu tuer l'IA »). Il s'agissait en réalité moins de « tuer » que de réguler un marché totalement sauvage où les valeurs boursières partaient dans tous les sens, entraînant des augmentations de consommation d'énergie notables et rendant les marchés fébriles et sujets aux attaques (notamment avec la crainte des attaques chinoises et de la fameuse 3^e Guerre Mondiale entre les US et la Chine qui devenait un vrai sujet de discussion et d'inquiétude). Plus d'exigences politiques pour moins de financements, l'évolution des relations

entre démocrates et Big tech ne se faisait alors clairement pas en faveur de ces derniers.

4. Enfin, dernier point et pas des moindres, la question énergétique. Si la crypto est un gouffre énergétique, l'IA générative en est la fosse des Mariannes. La quantité d'énergie annuelle consommée par les AAMAM depuis 2022 a augmenté d'au moins 50%, et cette énergie il faut la trouver. La politique de Trump « *drill baby drill* » n'était pas seulement un gage de paix aux constructeurs automobiles à moteurs fossiles, mais également une main tendue au monde de la tech, une garantie d'approvisionnement pour pouvoir faire tourner data centers et LLM autant qu'il le faudra.

VII.4 Une dimension néocoloniale

Par ailleurs, même si ce n'est pas mentionné dans l'entretien, la dimension néocoloniale du mandat Trump 2.0 est une composante importante pour nourrir les délires sécessionnistes des techno-fascistes. Dans un article dans le Financial Times, la journaliste Hannah Murphy explique que leur modèle géographique est la cité-état, indépendante et tyrannique. En s'inspirant de la Grèce antique, Thiel et ses comparses comme ses concurrents imaginent des villes dans lesquelles le contrat social serait rédigé entre un gouvernant « augmenté » a l'IA et des citoyens libres d'y adhérer, ou de déménager. Des villes au fonctionnement monétaire assuré par des cryptomonnaies et aux fonctions étatiques limitées et exécutées par IA³⁴.

Mais ces villes, encore faut-il les installer quelque part. C'est là que la politique de Trump peut, par sa dimension de conquête territoriale, apporter des possibilités géographiques à ces projets. On pourrait aussi réfléchir sur les caractéristiques des territoires

33. Facebook a fourni les données personnelles de 87 millions de ses utilisateurs à la société Cambridge Analytica (CA) qui a commencé à exploiter à partir du début de l'année 2014. Ces informations notamment ont servi à influencer les intentions de vote à des élections ultérieures.

34. *Financial Times* : « Tech elites are starting their own for-profit cities » <https://www.ft.com/content/b127e7a-5ac4-4730-a395-c9f9619615c7?shareType=nongift>.

convoités par Trump : Venezuela pour le pétrole, Canada et Groenland pour le sous-sol également; mais pourquoi pas pour installer des data center dans des zones plus froides?

VIII Quand les AAMAM s'adaptent à la politique de Trump

Ce n'est donc pas vraiment la tech qui bascule pro-Trump, mais plutôt les démocrates qui ont évolué « contre » la big tech, vers une volonté – nécessaire- de la contrôler et de la limiter. En réaction, cette dernière s'est tournée vers Trump qui lui promet les mains libres, une épuration administrative, et du carburant à volonté.

Ce n'est pas un hasard si dans les fondateurs du Projet 2025, dont le manifeste est rédigé en 2022 pour le retour de Trump au pouvoir et le façonnement de son deuxième mandat, on retrouve en quantité des patrons de la Tech, des Venture Capitalists (les investisseurs de la Silicon Valley), les avocats de ces mêmes boîtes, et leurs relais médiatiques dans la communication alternative (podcasts, chaînes YouTube, etc.).



VIII.1 L'allégeance de Mark Zuckerberg

Si Musk et Thiel étaient à l'avant-garde du soutien à Trump et ont pris une part active au Projet 2025 puis à la politique présidentielle, les tech-bros qui n'étaient pas encore de la partie avant l'élection sont à leur tour très vite montés dans le train. Après sa réélection, Jeff Bezos et Mark Zuckerberg ont immédiatement plié le genou devant Trump, Zuckerberg allant jusqu'à se mettre en scène chez Joe Rogan (un des principaux animateurs de podcasts réactionnaires aux USA) pour dire que la culture

d'entreprise manquait aujourd'hui de virilité et de violence. Il a immédiatement fait évoluer la modération de Facebook pour « plus de liberté d'expression », comprendre : la possibilité de publier des propos transphobes, sexistes, racistes, et sans aucune conséquence; et sponsoriser des posts discriminatoires et haineux sans presque aucune limite. Un exemple éditant de cette nouvelle politique : après la publication d'un post clamant que « *ces putains de juifs contrôlent le monde* », la modération a effectivement censuré le propos, mais seulement à cause de l'utilisation du mot « *putain* » (« *fucking* » en version originale).

Depuis le mois d'octobre 2025 la situation a encore empiré : avec sa nouvelle interdiction de la publicité pour tous types de contenus « politiques », Instagram ne permet plus la sponsoring des comptes féministes ou d'associations³⁵. On pourrait rétorquer que cela concerne aussi par extension les contenus politisés à droite; cependant, l'algorithme d'Instagram a tendance à plutôt les mettre en avant car ils génèrent davantage de réactions, et que l'extrême droite occidentale est bien mieux formée à l'usage des réseaux sociaux. Cette nouvelle réglementation va donc encore accentuer l'écart de visibilité entre posts progressistes et réactionnaires, au bénéfice de ces derniers.

En outre, en décembre 2025, Meta applique sa plus grosse opération de censure politique contre des collectifs et associations pour l'avortement ou pour le droit des personnes LGBTI en fermant leurs comptes Facebook, Twitter ou Whatsapp³⁶. L'IA de Meta aussi en fait les frais. Il ne faudrait pas qu'elle soit trop « woke » au goût des techno-fascistes : Zuckerberg a donc embauché Robby Starbuck, complotiste avéré, placé à l'extrême-droite de l'extrême droite, comme conseiller contre les « biais idéologiques » de son IA maison³⁷.

VIII.2 Google courbe l'échine, Spotify et AirBnB arrosent la campagne de Trump

Chez Google/Alphabet, on n'aura pas attendu longtemps avant de courber l'échine devant Trump notamment en cédant sur la modération. Google permet aux comptes supprimés

de YouTube pour désinformation de revenir, comme Musk l'avait fait pour le compte twitter de Trump dès son rachat. La modération évolue : et en faisant également évoluer sa modération, l'affaiblissant au nom « de la liberté d'expression » et épargnant ainsi les discours complotistes³⁸.

De fait, ces réseaux ne font plus qu'héberger les utilisateurs et propagandistes d'extrême droite. Ils les mettent en valeur, leur permettent d'étaler leur haine, de harceler et de *doxxer* (révéler des informations sur) des militants de gauche sans aucune sanction.

Dans le même temps, Google supprime de son *Google Store* les applications militantes qui servent à signaler les milices de ICE ou de la Homeland. Une étape supplémentaire est franchie en novembre 2025, quand Google devient l'hébergeur officiel des applications des milices fascistes étasuniennes³⁹. Spotify, dont le patron a généreusement donné à la campagne de Trump, diffuse depuis novembre 2025 des publicités pour rejoindre ICE⁴⁰. Le fondateur d'AirBnB, Joe Gebbia, y est lui aussi allé de son petit chèque.

VIII.3 Palantir utilise nos données pour « chasser et éliminer les communistes »

Dans un système où les entreprises qui contrôlent toute notre vie numérique sont des alliés explicites du fascisme trumpiste, nous pouvons légitimement penser que nos données personnelles ne sont plus du tout en sécurité sur ces réseaux et qu'elles seront fournies aux milices fascistes : l'ICE et la Garde Na-

35. Telerama : « Avec ses nouvelles règles, Instagram musèle les organisations féministes » <https://www.telera.ma.fr/debats-reportages/avec-ses-nouvelles-regles-instagram-musele-les-organisations-feministes-7028430.php>.

36. *The Guardian*, « Meta shuts down global accounts linked to abortion service and queer content », <https://www.theguardian.com/global-development/2025/dec/11/meta-shuts-down-global-accounts-linked-to-abortion-advice-and-queer-content>

37. *Advocate.com*, « Meta appoints anti-DEI and anti-LGBTQ+ conspiracy theorist Robby Starbuck as AI bias advisor » <https://www.advocate.com/news/meta-robbie-starbuck-ai-bias#toggle-gdpr>

38. *Frandroid.com*, « Pour plaire à Trump, YouTube réhabilite la désinformation » https://www.frandroid.com/marques/google/2805929_pour-satisfaire-le-pouvoir-americain-youtube-rehabilite-la-desinformation.

39. *404 Media*, « Google Has Chosen a Side in Trump's Mass Deportation Effort » <https://www.404media.co/google-has-chosen-a-side-in-trumps-mass-deportation-effort/>.

40. <https://bsky.app/profile/santiagomayer.com/post/3m3436ncxlc2e>.

tionale aujourd'hui, toute l'armée et la police dans les temps à venir, et ce sans aucune résistance.

Cette utilisation de nos données est même probablement une mesure préventive contre des soulèvements de la gauche. Historiquement, les exemples de GAFAM servant de support central dans des mobilisations ne manquent pas : qu'il s'agisse de Twitter pour les printemps arabes, de Facebook et Instagram pour le mouvement *Black Lives Matter* ou encore de Tiktok pour la récente mobilisation en Kanaky, les réseaux sociaux servent aux gens à partager informations et idées, à s'organiser, à politiser. Or la balance bénéfices risques (utiliser les applications gérées par les GAFAM, mais pour réussir une mobilisation) semble s'inverser depuis que la quasi-totalité des PDG de la tech ont plié le genou devant le nouveau *king* des USA.

Palantir, la boîte de *data analysis* de Peter Thiel, originellement créée pour « repérer les terroristes et les fraudeurs » est utilisée par ICE pour scanner les réseaux sociaux des arrivants à la douane, des manifestants et bientôt de pans entiers de la population à la recherche de posts « incriminants » (à savoir, tout post n'approuvant pas aveuglément la politique de Trump).

Son co-fondateur affirme ouvertement en janvier 2024 que l'entreprise a été créée pour chasser et éliminer les communistes



Même simplement utiliser son téléphone devient dangereux : les forces de police US utilisent de plus en plus régulièrement des « simulateurs d'antenne » qui captent les données transmises par tous les téléphones non cryptés pour une zone géographique donnée⁴¹.

IX Faut-il alors se passer d'internet ?

Alors, se passer d'internet serait la solution ? La lutte peut s'aider d'objets très simples et absolument pas connectés. L'une des réponses populaires aux raids de ICE aux USA s'avère être l'utilisation de sifflets construits en imprimante 3D. Utiles pour signaler un problème ou pour impressionner les agents par leur utilisation collective, ces sifflets trouvent un succès certain dans les mobilisations désorganisées contre le gouvernement. On peut l'avoir en permanence sur soi, il n'est pas connecté à des comptes en ligne, ne coûte qua-

siment rien à produire et possède en outre cette qualité d'objet symbole qui peut trouver écho auprès des masses.

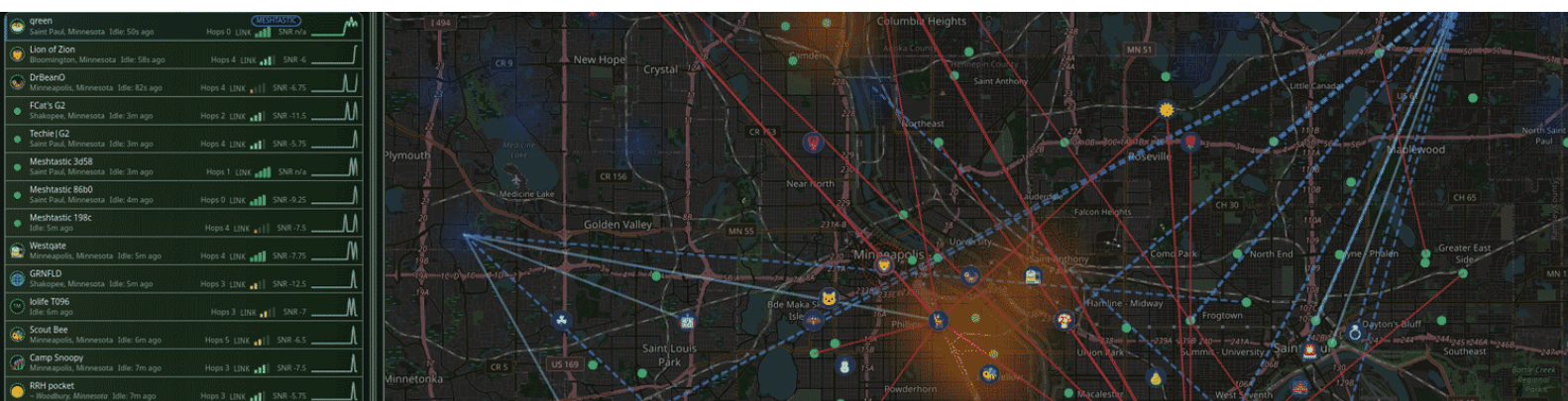
Mais la mobilisation numérique n'est pas (encore) achevée : loin des GAFAM (mais tournant encore pour l'instant sous Android et IOS) des logiciels tels que Melting Ice, Red Dot, ICE-Block ou DEICIER permettent de signaler voire de confronter les milices de kidnapping du gouvernement américain. Des applis de recensement de violences policières sont également apparues afin d'enregistrer en direct sur des

41. Pour plus d'explications (en anglais) : <https://sls.eff.org/technologies/cell-site-simulators-imsi-catchers>.

réseaux basés à l'étranger tout comportement de violence policière dont on pourrait être témoin. Cependant, Apple et Google ont rapidement cédé au gouvernement Trump en retirant certaines de ces applications de leur *store*; et si, sous Android, il est encore possible de passer outre le *store* officiel, cela va changer au cours de l'année. Quant aux possesseurs d'Iphone, chaque appli peut disparaître du jour au lendemain du *store*, et donc

de leur téléphone, en fonction des décisions de l'entreprise. Ainsi, la question suivante va se poser très vite : comment quitter tout bonnement ces systèmes d'exploitation fermés pour d'autres alternatives?

Des expériences alternatives, très décentralisées, existent, entre autres pour pallier le manque de réseaux dans des zones reculées. Nommons par exemple Meshtastic⁴².



X Sommes nous mieux lotis en France et dans l'UE ?

X.1 Nos libertés individuelles en danger

Nous pourrions nous dire « Mais ça, c'est les États-Unis. En quoi est-ce que cela nous concerne, nous? »

En réalité, non seulement nous utilisons ces services et nous sommes donc victimes de la *merdification* logicielle; mais nous sommes également directement touchés par la *merdification* politique. En France, au niveau des libertés informatiques, plusieurs signaux inquiétants devraient nous alerter :

La Quadrature du Net alarme depuis des années sur l'état de nos libertés individuelles et le durcissement de la surveillance. Une de leurs dernières alertes concerne la tendance de la police à utiliser le fichier des passeports et cartes d'identité pour identifier des personnes lors d'enquêtes judiciaires⁴³.

Au niveau des libertés en général et de la situation sociale, Amnesty International alerte maintenant depuis une dizaine d'années sur la dégradation impressionnante de la situation française. Un palier a été franchi en 2015 sous François Hollande quand lois anti-terroristes ont commencé à légaliser l'utilisation des back-

42. Nous ne développerons pas son fonctionnement dans cet article. Pour plus d'informations, nous vous redirigeons vers la page Wikipedia : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Meshtastic>.

43. La Quadrature du Net, « La police détourne le fichier des passeports et des cartes d'identité », <https://www.laquadrature.net/2025/11/24/la-police-detourne-le-fichier-des-passeports-et-des-cartes-didentite/>.

44. Consulter ici le rapport 2024 <https://www.amnesty.fr/actualites/situation-droits-humains-f>

doors (failles volontaires dans la sécurité d'un logiciel) par les services de police sans accord préalable d'un juge d'instruction⁴⁴. Le 22 novembre 2025, Graphene OS (un OS pour téléphone libre et open source) se retire des serveurs français car se sent menacé par cette pratique, et préfère partir avant d'être contraint de fournir des backdoors à la police française, mettant ainsi en danger les données personnelles de ses utilisateur·ices⁴⁵.

À l'échelle européenne, c'est la proposition de loi « Chat Control » qui vient de passer au conseil de l'Europe et qui doit maintenant être soumise au parlement. Elle représente des risques immenses pour la vie privée et la sécurité informatique, en exigeant l'installation de backdoors à tous les usagers pour permettre aux services régaliens de récupérer des informations. Selon La Quadrature du Net, cela reviendrait à déployer un logiciel espion⁴⁶ personnalisé sur les appareils de millions de personnes (ordinateurs ou téléphones)⁴⁷. Le fait que cela crée une faille monumentale permettant à des hackers de se faufiler par les mêmes chemins pour récupérer toutes sortes de données n'a pas échappé à des député·e·s de l'ensemble de l'éventail politique, qui se sont alors extraits de cette loi.

X.2 Le rapport de la droite française au techno-fascisme

La macronie donne à voir une certaine ambivalence dans son rapport aux techno-fascistes. Si Macron s'est désolé début 2025 de voir « *le propriétaire d'un des plus grands réseaux sociaux du monde* » soutenir « *une nouvelle internationale réactionnaire et intervenir directement dans les élections, y compris en Allemagne* », cela n'empêche pas l'Elysée d'inviter Musk (car c'est bien de lui dont il est question) au sommet de l'IA organisé à Paris en 2025. Guillaume Kasbarian, ministre du logement, félicitera quelques semaines plus tard Musk pour son service de *merdification* de la machine d'État DOGE.

Chez LR, on s'en cache encore moins. Entre félicitations à Trump et inspirations directes, on pioche allègrement dans le répertoire d'actions du fascisme américain (au sens large) : Eric Ciotti et Valérie Pécresse font explicitement référence - avec admiration - à la tronçonneuse de Milei, par exemple.

À l'extrême droite, on est carrément invité à l'inauguration du 2ème mandat de Trump : Eric Zemmour et Vincent Bolloré y ont assisté aux premières loges.

XI Quitter les AAMAM : un impératif matérialiste

Pour s'exprimer clairement, si le régime français n'a pas (encore) basculé dans la post-démocratie comme le régime étatsunien, cela n'empêche pas les attaques sur les libertés individuelles et la massification de la surveillance. Nous sommes à la fois concerné·e·s par les modalités d'utilisation des applications US ET par les lois liberticides françaises et européennes.

Devant cette situation mondialement inquiétante, trois constats s'imposent :

- Continuer à utiliser ces services, c'est consentir à ce qu'une part de plus en plus importante de nos données personnelles serve à entraîner des modèles d'IA potentiellement nazis comme Grok, et de la génération d'images qui sert à créer du *deepfake* et nourrit ainsi les dis-

rance-2024.

45. *Frandroid.com*, « Pourquoi GrapheneOS quitte OVH et la France » https://www.frandroid.com/android/2885955_la-police-francaise-attend-des-backdoors-nous-partons-avant-dy-etre-forces-grapheneos-explique-que-son-depart-est-du-aux-menaces-pas-a-la-presse.

46. Voir : <https://csa-scientist-open-letter.org/Sep2025>.

47. *La Quadrature du Net*, « Chat Control : on fait le point », <https://www.laquadrature.net/2025/10/03/chat-control-on-fait-le-point>.

cours de post-vérité et la propagande de l'extrême-droite.

- Continuer à utiliser ces services, c'est financer directement la fascisation du monde occidental et les politiques trumpistes.
- Continuer à utiliser ces services, c'est se mettre en danger car des entreprises en collaboration active avec des régimes fascistes se feront un plaisir de fournir l'ensemble de nos informations personnelles auxdits régimes. Si ce n'est pas très grave que Spotify divulgue nos goûts musicaux, dans le cas de Google, c'est bien plus problématique : Google sait littéralement *tout* de nous : adresse postale, compte en banque, communications, mots de passe, etc.

Partir n'est donc pas seulement une posture morale mais bien un impératif matérial-

liste : ne pas financer activement le fascisme semble être un indispensable de notre engagement politique, comme ne pas participer à l'entraînement de modèles d'IA destructeurs à tous les égards.

Il nous faut aussi adopter une démarche de protection personnelle pour empêcher ces entreprises de collabos d'accéder à nos informations personnelles, bancaires, nos communications (militantes à minima, mais personnelles également). Plus que les démarches individuelles des militant-e-s, il s'agit aussi de prendre collectivement la mesure du problème, et de décider collectivement, dans nos organisations, de ne plus se servir de ces outils.

Dans la cinquième et dernière partie de cette série, nous donnerons des solutions pour sortir des AAMAM pour récupérer le contrôle sur notre vie numérique, notre sécurité, notre vie privée, nos données, notre liberté d'action.

XII Sortir, pour aller où ? Ébauche de cartographie hors des sentiers merdifiés

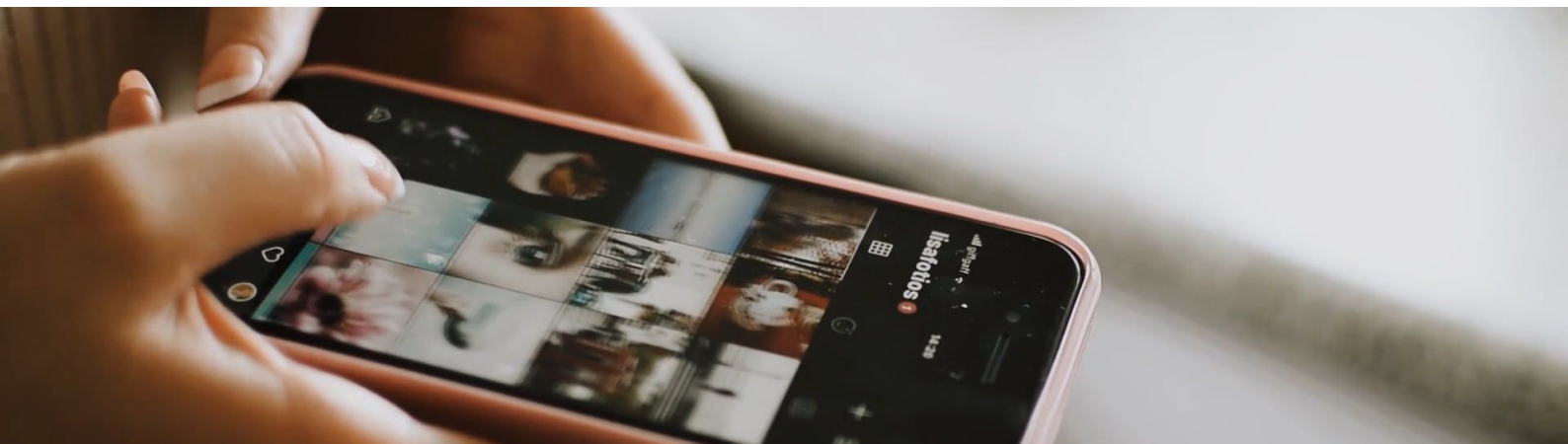
Résumons les parties précédentes : il faut sortir des AAMAM, totalement.

Il faut récupérer le contrôle sur notre vie numérique, notre sécurité, notre vie privée, nos données, notre liberté d'action.

Il nous faut sortir de ces logiciels merdifiés jusqu'à l'OS (système d'exploitation) dont l'utilisation est pénible, chronophage, emprisonnante, distrayante jusqu'à l'aliénation, et coûteuse.

Il nous faut sortir de ces applis et logiciels qui financent directement les régimes fascistes comme celui de Trump.

Il nous faut sortir de ces applis et logiciels conçus par des milliardaires qui le sont devenus en vendant à la fois nos données à des producteurs, et en nous vendant leurs produits (de merde), milliardaires qui aujourd'hui sont des participants actifs au régime fascisant de Trump et qui fourniront nos données personnelles, notre localisation, nos communications à un gouvernement autoritaire sans sourciller.



XII.1 Sortir, oui mais comment ? La question individuelle : quels usages, pour quelle vision de notre société ? Quand on (se) pose la question d'arrêter d'utiliser ces applications, la réticence est palpable : en serions-nous véritablement capables ?

Pourtant, à quoi ces applications servent-elles vraiment ?

Pour leurs propriétaires, ces applications et ces réseaux leur servent à se gaver de pognon et à mettre en œuvre leurs projets politiques ignobles.

Mais nous, à quoi nous servent-elles ?

À scroller Instagram pendant des heures en se demandant après-coup où est passé notre temps ? À passer des heures à trier spams et pubs sur notre boîte mail ? À subir des défilés de blagues misogynes sur Facebook dans l'espoir de trouver de temps en temps un post qui nous intéresse, venant d'un « ami » ou d'un groupe auquel on a adhéré ?

Certes, les côtés négatifs de ces applis ne datent pas d'hier, mais avec la merdification avancée de leur interface, ces réseaux deviennent la poubelle d'internet, et leurs évolutions récentes (ajouts de shorts, gamification etc) rendent les usages vertueux qui étaient les leurs de plus en plus difficiles à trouver.

De plus, même si cela existait, voudrait-on vraiment un Tiktok « éthique » ? Ou est-ce qu'on estime plutôt qu'enchaîner pendant des heures les vidéos de quelques secondes n'est pas une manière souhaitable de passer son temps ?

Qu'est-ce qui nous manquerait vraiment si on supprimait Facebook ? Instagram ?

Les « relations » que l'on croit cultiver sur ces réseaux, ne peut-on pas les entretenir d'une autre manière ?

Tant qu'à se poser la question de sortir des AAMAM et de leur proposition de société abjecte, profitons-en pour faire le tri dans nos usages : à quoi souhaite-t-on trouver une alternative ? Profitons-en pour nous réapproprier

notre temps loin de ces espaces qui, même s'ils n'étaient pas des panneaux publicitaires géants entourés de propos immondes, demeureraient vraisemblablement un gouffre pour notre temps libre. Profitons-en aussi pour élaborer une vision politique plus large sur l'omniprésence des outils numériques dans notre monde.

XII.2 La question collective : quelle politique vis-à-vis des GAFAM pour nos organisations ?

Pour les organisations de notre camp social, la question est épineuse : doit-on se priver d'un espace de parole qui garde de fait un écho important, même si cet espace enrichit des milliardaires fascisants, et est de plus en plus restreint ? Nous ne pouvons pas répondre pour tout le monde mais nous invitons nos camarades à tirer les bilans de leur présence et de leur activité en ligne. Pour se faire, il faut dépasser un peu la question de l'engagement (terme vague et qui ne correspond pas à grand-chose) et essayer de voir quels sont les bénéfices concrets de cette animation en ligne pour quel « investissement » mis dans les applis. Cet investissement étant parfois financier, par exemple les camarades de Révolution Permanente font le choix très discutable de payer directement Twitter pour avoir un « compte certifié », enrichissant ainsi directement l'entreprise du néo-nazi Musk.

Il faut à notre avis distinguer dans les bilans la période pré Trump 2.0 et post Trump 2.0, ainsi nous proposons de poser une borne en février 2025 (mois qui suit la deuxième prise de poste de Trump, en janvier 2025)

Le bilan d'une présence d'un groupe politique sur ces réseaux ne doit pas se tirer seulement en quantité de likes, de commentaires ou de reposts divers, mais bien en bilan concret : il faut compter combien de camarades ont été « gagnés » via Twitter ou Instagram, et dont le premier contact remonte à après février 2025 ; et combien de personnes sont venues participer à des actions réelles du fait de la présence et de l'animation faite sur ces réseaux (Meta/Twitter(X)) après février 2025.

Et pour quels efforts? combien de temps passé à la réalisation de ces tâches (poster, monter des vidéos, répondre aux commentaires, aux messages...), combien d'argent dépensé en visibilité, en matériel?

Il faut aussi se questionner sur la légitimité que, par sa présence, l'extrême gauche donne à ces espaces. N'y a-t-il pas des gens qui restent sur Twitter pour y suivre les posts d'organisations ou de militants? Si nous quittons collectivement ces plateformes pour investir le *fediverse*, combien de personnes nous suivraient? Combien de personnes ne s'inscriraient alors pas sur ces réseaux néfastes? Si nous faisons collectivement la promotion de pratiques informatiques plus vertueuses, quel impact aurions-nous?

Que dit de notre politique le fait de rester sur (et de payer!) ces plateformes fascisantes, alors même que nous théorisons que la *Tech* est le principal outil (avec les cryptomonnaies) de la politique de l'internationale fascisante?

Au passage, nous pouvons en profiter pour questionner notre rapport aux réseaux sociaux et aux comportements compulsifs qui y sont associés, aux mauvaises pratiques de « clash » entre militant.e.s qui y sont devenu monnaie courante, à la priorité donnée aux formats courts qui ne favorisent pas un discours nuancé et réfléchi, et au fait que, pour nos « followers », notre politique se noie entre trois posts sponsorisés d'influenceurs et quatre posts d'extrême droite qu'on n'a pas choisi de voir. Ces réseaux et leur mode d'échange façonnent aussi nos relations et nos débats, en les appauvrissant.

Le constat de l'importance de la tech et des plateformes dans la politique néofasciste est commun dans nos organisations, mais les positionnements en conséquence sont pour l'instant trop rares. Nous invitons toutes les organisations de notre camp social à se saisir de cette question pour la discuter largement.

XII.3 Sortir, oui, mais pour aller où?

Les premiers pas des institutions vers les logiciels libres

La question se pose à l'échelle individuelle mais également au niveau des institutions. Ces dernières années, l'administration danoise est passée sous Linux⁴⁸ et la ville de Lyon affiche une volonté ferme de se séparer de Microsoft⁴⁹.

La DINUM (direction interministérielle du numérique) française fait aussi des propositions alternatives et a même fondé en 2022 le « conseil logiciels libres »⁵⁰. (Même si cela vient d'un état organisé par des gouvernements au service des grands capitalistes, ce même état est aussi le reflet de mouvements contradictoire. Ainsi, si l'état français signe des accords avec Microsoft, il permet aussi la naissance de projets comme celui de la DINUM qui construit, au moins pour les agents de l'état, des communs numériques libres et dont le code est partagé à tout le monde permettant ainsi de répliquer ces projets⁵¹).

Quelques actions qui nous semblent pertinentes aujourd'hui

Face à tout cela, nous proposons quelques pistes pour adopter une utilisation plus juste politiquement des outils informatiques.

Payer. Car, si c'est gratuit... Un vieil adage dans l'informatique (et concernant l'entrée dans les boîtes de nuit) est « Si c'est gratuit, vous êtes le produit. » En effet, sur internet, l'absence de paiement direct est compensée par la collecte et l'exploitation de données personnelles : habitudes de navigation, préférences, localisation et/ou interactions. Ces informations ont une forte valeur économique, car elles permettent de cibler ensuite la publicité, d'influencer les comportements ou d'amé-

48. Voir : <http://www.lesnumeriques.com/informatique/on-ne-peut-plus-dependre-de-microsoft-ce-pays-europeen-claque-la-porte-et-choisit-linux-n238069.html>.

49. Voir : <https://www.lesnumeriques.com/societe-numerique/notre-solution-coute-trois-fois-moins-cher-qu-office-365-comment-lyon-a-tourne-le-dos-a-microsoft-a241415.html>.

50. Voir : <https://code.gouv.fr/fr/mission/conseil-logiciels-libres/>.

51. Voir : <https://www.data.gouv.fr/datasets/inventaire-des-codes-sources-de-logiciels-publies-par-des-organismes-publics>.

liorer des algorithmes à des fins commerciales. Ainsi, même si le service semble gratuit, l'utilisateur « paie » en réalité par son attention, son temps et ses données, qui sont monétisés par les entreprises proposant ces plateformes.

À ce principe assez simple s'ajoute un changement de paradigme. Nous passons d'un modèle où « c'est gratuit, il y a de la pub, mais l'entreprise s'engage à ne pas diffuser les informations personnelles collectées » à « c'est gratuit, mais presque inutilisable, et l'entreprise censure le contenu et transmet vos informations personnelles aux autorités d'extrême droite fascisante ou nazies ». La situation est substantiellement différente.

Une alternative aux AAMAM que nous avons évoquée précédemment⁵² est le monde des logiciels libres, où beaucoup d'outils sont gratuits ; mais « libre » ne signifie pas nécessairement « gratuit ». En effet, derrière le développement des outils, il y a des travailleurs et des travailleuses qu'il faut rémunérer, des serveurs qu'il faut payer, etc. Tout cela a un coût. Beaucoup de ces logiciels se reposent sur des financements alternatifs, des dons, des abonnements, des soutiens. Il existe aussi des outils non libres mais respectueux, qu'il faut acheter. Et ce système de participation financière est sans doute largement plus sain.

Se prémunir contre la pub. Une première étape nous semble indispensable, et très aisée à mettre en place : il faut se prémunir contre la pub, véritable pollution mentale omniprésente en ligne. Pour cela, de nombreux outils existent.

L'article suivant propose pas mal de pistes pour se mettre un peu à l'abri et se protéger un minimum en ligne sans quasiment rien changer à ses pratiques :

<https://culture-et-outils-libres.forge.apps.education.fr/bloque-la-pub.html>

Masquer notre adresse IP. Quand notre ordinateur personnel se connecte aux réseaux

qui constituent internet lorsque nous naviguons, il obtient une adresse IP. C'est une adresse qui nous identifie sur le réseau. Cette donnée est capitale car, la plupart du temps, on peut associer une situation géographique à une adresse IP. Donc rien qu'avec cette adresse, les personnes qui analysent le réseau en savent déjà beaucoup sur nous. Pour se protéger, il existe là encore des solutions assez simples à mettre en place. Il est important d'utiliser un VPN permet d'ajouter une couche de protection, en « masquant » notre adresse IP par une autre. Attention toutefois, le VPN n'est pas un outil magique qui va vous protéger de tout mais simplement un outil parmi d'autres pour se sécuriser sur internet.

Alimenter des projets collaboratifs. Wikipedia, Wikirouge, etc. sont des bien communs extrêmement importants. Ces outils, extrêmement collaboratifs, doivent être défendus et alimentés.

Dégoogliser Internet. Le mouvement de « dégooglisation d'Internet »⁵³ s'inscrit dans une critique radicale de la concentration du pouvoir numérique entre les mains de quelques multinationales. En dépendant massivement de Google et d'autres géants du numérique, nos sociétés abandonnent des pans entiers de leur autonomie technologique, de leur vie privée et de leur capacité à décider collectivement. Défendre la dégooglisation, c'est promouvoir des outils libres, décentralisés et respectueux des données, développés dans une logique de bien commun plutôt que de profit. Il s'agit aussi de refuser l'appropriation de nos savoirs, de nos communications et de nos comportements par des entreprises qui prospèrent sur l'exploitation et l'inégalité, et construire un Internet émancipateur, solidaire et réellement démocratique.

Ce mouvement donne lui aussi de nombreuses solutions pour utiliser des services indépendants. Les communautés du logiciel libre offrent des alternatives éthiques aux plateformes centralisées par les géants du web

52. Voir : <https://www.tendanceclaire.org/article.php?id=2057>.

53. Voir : <https://degooglelisons-internet.org/fr/>.

Évidemment, déconstruire et modifier ses habitudes numériques, c'est faire des efforts au quotidien. « Dégooglisons internet » propose quelques liens pour accompagner cette transition :

- Trouver un hébergeur de confiance avec les CHATONS⁵⁴
- Utiliser un service libre proposé par Framasoft⁵⁵ ou par les CHATONS⁵⁶
- Trouver un logiciel libre avec Framalibre⁵⁷
- Utiliser des réseaux sociaux décentralisés dans le Fediverse⁵⁸

Se renseigner et se former D'autres associations produisent du contenu de qualité, des réflexions, et militent pour un numérique plus juste. Nous avons déjà cité quelques uns de leurs travaux, mais les associations April⁵⁹ et la Quadrature du net⁶⁰.

Enfin, pour les militant·e·s les plus informaticien·ne·s, il nous semble très important de se former pour comprendre les technologies logiciels et internet. Il est capitale de pouvoir ne pas dépendre des entreprises privées pour pouvoir se réapproprier nos outils numériques. Nous encourageons notamment les camarades à comprendre et apprendre l'auto-hébergement et le B.A-BA de l'administration système.

XII.4 Sortir des AAMAM : difficultés et propositions alternatives

Le coût du changement

Ceci étant dit, pourquoi n'est-ce pas si facile que cela de se barrer de ces logiciels de merde ? La difficulté à changer de service s'explique par les « *switching costs* », ou les « coûts de changement » qui en découlent. Ces coûts peuvent être de différentes natures :

- Des possibilités techniques qu'on n'aurait plus si on quitte les AAMAM ;
- Une base de donnée (tes Google docs photos contacts , tes sons enregistrés sur spotify, etc) qui serait perdue ;
- Un réseau, des nouvelles de certains amis éloignés qu'il serait plus difficile de maintenir ;
- Des parts de marché ou des opportunités professionnelle qui disparaîtraient : pour beaucoup, Instagram est un réseau professionnel, de découverte, d'exposition, de mise en contact, de base clients.

Dans le tableau de fin d'article, nous proposons quelques alternatives aux principaux services proposés par des AAMAM. Nous vous invitons à parcourir le subreddit *r/degoogle* et le site <https://alternatives-numeriques.fr/> pour trouver des alternatives à vos applications et logiciels.

Le problème des OS

Un point est sans doute plus pointu, plus difficile à mettre en place mais aussi plus fondamental : est-il possible de sortir des OS fermés propriétaires ?

On l'a vu dans les différentes parties précédentes : avec leur contrôle accru sur ce qu'ils permettent et ne permettent pas, et la collaboration active des entreprises qui les gèrent avec le gouvernement proto fasciste de Trump, l'utilisation d'OS fermés est risquée.

Sur ordinateur, la pléthore de distributions Linux offrent une alternative tout à fait viable à un MacOS ou un Windows (tout en assurant la compatibilité intégrale via l'utilisation de machines virtuelles). Nous vous encourageons à tester une distribution Linux (Ubuntu est très accessible par exemple). Vous verrez que pour l'énorme majorité des utilisations informatiques, la transition vers Linux est facile.

54. Voir : <https://chatons.org/>.

55. Voir : <https://degooglisons-internet.org/fr/#services>.

56. Voir : <https://entraide.chatons.org/fr/>.

57. Voir : <https://framalibre.org/>.

58. Voir : <https://www.joinfediverse.org/>.

59. Voir : <https://april.org>.

60. Voir : <https://www.laquadrature.net>.

C'est sur smartphone la difficulté s'avère bien plus grande. La principale difficulté est matérielle : on ne peut pas installer l'OS de son choix sur le modèle de téléphone de son choix. Il y a de fortes probabilités pour que votre téléphone ne soit compatible avec aucun autre OS que l'Android (ou IOS) installé dessus par défaut. Et paradoxalement, les téléphones qui sont compatibles avec le plus d'OS intéressants sont... les Google Pixel.

L'autre difficulté est que la plupart de ces projets d'OS respectueux tiennent sur des structures majoritairement bénévoles et qui cessent parfois brutalement leur activité, ne proposant plus de patches de sécurité ou de mises à jour système, rendant certains OS caduques ou vulnérables aux attaques informatiques. Installer un OS open source demande de fait un peu plus d'information que de simplement installer automatiquement la dernière version d'Android dès qu'elle est proposée, il s'agit d'une démarche active où il faut choisir, et pour cela, comprendre.

Un point qui peut ne pas être un détail est la compatibilité ou non de ces OS avec certains services GAFAM : certains OS n'autoriseront pas la captation de données nécessaires à certains services pour fonctionner correctement, même si la plupart des applis Google ou autre peuvent être lancées dans des « sandbox » (des zones isolées du reste du téléphone) pour assurer leur fonctionnalité.

Plusieurs alternatives existent ainsi, avec des politiques différentes sur la connectivité ou non avec les services Google, les priorités mises sur la sécurité ou la vie privée, etc. Il s'agit de vrais débats presque philosophiques qui opposent les différentes associations qui développent ces OS et nous ne souhaitons pas ici pencher d'un côté ou de l'autre, mais simplement vous en citer quelques-unes qui nous semblent intéressantes. Nous vous invitons de toute manière à vous renseigner davantage avant de changer de système d'exploitation.

Si ces questions vous intéressent, On vous conseille de consulter régulièrement le subreddit *r/degoogle*, notamment le sujet des « *privacy packs* » où les utilisateurs présentent l'en-

semble de leurs alternatives d'un coup : plutôt pratique.

Les alternatives libres et/ou communautaires sont légion et quand on commence à chercher on trouve des alternatives libres pour à peu près tout, mais au prix parfois d'un *switching cost* important.

XII.5 Le fédiverse

Le fédiverse est une fédération de réseaux sociaux. En quelque sorte un « réseau de réseaux » sociaux décentralisés, libres et *non-profit*, interconnectés et interopérables. C'est à dire qu'il n'est pas nécessaire de posséder des comptes sur l'ensemble des plateformes pour les utiliser, et que tout le monde peut héberger son propre serveur basé sur un de ces réseaux et le faire tourner. C'est un peu compliqué à comprendre car c'est très différent des modèles propriétaires auxquels nous sommes habitué-e-s. Pour faire simple, l'API ne peut pas être acheté ni privatisé. Pour en savoir plus sur le fédiverse, nous vous conseillons la page info : <https://fediverse.info/> ainsi que, évidemment, reddit⁶¹.

Le principe des fédiverses est bien plus en phase avec l'idée originelle d'internet : des services décentralisés. Contrairement aux services privés, chacun-e est libre d'ajouter un nœud et une instance du service. On peut le constater avec Mastodon où il existe différents services mais tous peuvent communiquer entre eux.

XII.6 Et si l'alternative n'est pas possible?

Parfois, les alternatives ne sont pas possibles car les services proposés par un des AAMAM sont quasi monopolistiques ou conservent une praticité logicielle évidente : c'est le cas pour Youtube qui est malheureusement quasi monopolistique sur la publications de vidéos, ou Twitch pour les vidéos en direct (une alternative récemment apparue, Kick, semble pire à tous les niveaux). Dans ce cas il

61. Voir : <https://www.reddit.com/r/fediverse/>.

reste une alternative à laquelle nous n'encourageons certainement pas, mais nous tenons à informer nos lecteurs-ices de son existence, dans un souci de rigueur : il s'agit du piratage.

Concernant Youtube : sur ordinateur, avec un bon navigateur et un bloqueur de publicité comme UblockOrigin, les publicités sont absentes. Pour l'utiliser en application sur Android, il existe Newpipe ou Revanced, qui proposent les mêmes services que Youtube premium, mais gratuitement (vidéos en miniatures ou en arrière-plan, téléchargement de vidéo etc). Le site officiel de Newpipe est : <https://newpipe.net/>

Pour Spotify et la musique : Il est préférable de s'orienter vers un service qui rémunère correctement les artistes comme Qobuz par exemple, mais sachez que des cracks de Spotify existent sur des sites d'APK, vous pouvez vous tenir au courant de tout cela via les forums reddit r/piracy⁶² par exemple. Attention à ne prendre que des versions qui sont

validées par la communauté.

Concernant Netflix et les plateformes de streaming payantes : Il pourrait être tentant de recourir à une « IPTV », un service de streaming pirate sur abonnement. Nous mentionnons également à notre lectorat l'existence de sites de torrent avec de très nombreuses ressources aussi bien pour le francophone (Cpas-bien/torrent9) que pour l'anglophone (thepiratebay). Nous rappelons que nous n'incitons pas au piratage.

Les adresses de ces sites se font régulièrement prendre pour cible par les autorités et changent donc souvent. Se référer à Reddit pour les dernières mises à jour.

Les échecs en ligne : trivial peut-être, mais véritable phénomène internet depuis le covid et la série *Le jeu de la dame*. Nous conseillons à tout le monde de s'orienter vers Lichess (communautaire, gratuit avec possibilité de don volontaire) plutôt que vers chess.com (fermé, payant).



62. Voir : <https://www.reddit.com/r/Piracy/>.

XIII Tableau récapitulatif des alternatives

Précisions : nous n'avons pas essayé personnellement toutes les alternatives ci-dessous ni effectué de recherches approfondies pour l'ensemble des services. Ce tableau a vocation à être évolutif et à se peaufiner avec nos expériences, mais également grâce à des retours de camarades et de lecteurs-rices. N'hésitez donc pas à partager vos bons plans ou à signaler une proposition qui serait d'après vous inadéquate.

La question Proton. À la date de publication de cette dernière partie, Proton vient malheureusement de s'illustrer une deuxième fois pour sa complaisance avec des personnalités d'extrême-droite / fascisantes. En effet, après qu'Andy Yen, le CEO de Proton, ait soutenu une déclaration de Donald Trump en décembre 2024⁶³, Proton sponsorise une vidéo de Vincent Lapierre, un pseudo journaliste d'extrême-droite proche de Dieudonné et Soral⁶⁴.

Bien que la réponse / excuse de Proton⁶⁵ ne se soit pas fait attendre devant la réaction importante des utilisateurs-trices notamment sur Reddit, nous pouvons nous poser la question de soutenir financièrement Proton. Étant donné que leur offre gratuite est très limitée et que des alternatives (plus) intéressantes existent pour l'ensemble de leurs services, nous avons décidé de le laisser dans notre comparatif, tout en ne faisant pas l'impasse sur ce déplorable épisode.

Table 1 : Alternatives libres ou respectueuses de la vie privée

Fonction	Alternative libre ou respectueuse
Système d'exploitation ordinateur	Linux (Ubuntu, Fedora, Linux Mint, etc.)
Système d'exploitation smartphone	GrapheneOS; Murena eOS; CalyxOS; IodéOS; LineageOS. Pour un comparatif détaillé : https://eylenburg.github.io/android_comparison.htm
Clavier (smartphone)	Heliboard semble être le meilleur clavier hors GAFAM pour l'instant.
VPN	ProtonVPN; Mullvad (éviter les grosses boîtes type NordVPN ou CyberGhost qui investissent massivement dans la publicité). NordVPN a toutefois l'avantage de dépendre de la législation panaméenne qui n'impose pas la conservation des données.
Suppression de la publicité	uBlock Origin dans un navigateur adapté (voir ci-dessous).

Continued on next page

63. <https://techissuestoday.com/proton-ceo-responds-to-backlash-after-his-post-supporting-trump-selection/>.

64. https://www.reddit.com/r/degoogle/comments/1tzbizh/proton_is_funding_the_french_far_right_on_youtube/.

65. <https://www.reddit.com/r/ProtonMail/comments/1u05xs2/comment/oqgiqvq/>.

Table 1 : Alternatives libres ou respectueuses de la vie privée (Continued)

Fonction	Alternative libre ou respectueuse
Navigateur	Firefox ou un fork de Firefox (LibreWolf, Zen Browser, etc.); Chromium; Brave (bloqueur de publicité intégré, mais basé sur Chromium et sujet à diverses controverses).
Moteur de recherche	Startpage; DuckDuckGo; Brave Search; Kagi (payant, utilise notamment l'index de Google mais applique son propre algorithme).
Courriel	Proton Mail; Tuta; Infomaniak; Autohébergement.
Messagerie instantanée	Signal; Telegram; Solutions web auto-hébergées : Mattermost, Rocket.Chat.
Cloud / stockage	Avez-vous réellement besoin du cloud? Proton Drive; Infomaniak; Nextcloud.
Documents partagés	Framasoft; Suite Infomaniak; Proton Docs; CryptPad; Nextcloud; Etherpad.
Cartographie (Google Maps, Waze)	OpenStreetMap; Cartes.app; OsmAnd; Organic Maps; CoMaps (smartphone).
Visioconférence	Signal; Infomaniak Meet; Jitsi; Galène (auto-hébergement).
Calendrier	Proton; Infomaniak; Tuta.

Continued on next page

Table 1 : Alternatives libres ou respectueuses de la vie privée (Continued)

Fonction	Alternative libre ou respectueuse
Notes	Obsidian; Anytype (stockage local); CryptPad. Notion semble vouée à se dégrader avec le temps (« enshittification »).
Musique	Payer un service décent (Qobuz, Deezer); Constituer sa propre bibliothèque musicale; Autohébergement.
Podcasts	AntennaPod; Podcast Addict.
Réseaux sociaux	Bluesky (avec certaines controverses récentes concernant la modération); Mastodon (Fediverse); Pixelfed; Pour certains usages, il n'existe pas encore d'alternative pleinement satisfaisante.
YouTube	PeerTube (Fediverse), mais le principal problème reste la concentration des créateurs sur YouTube. Pour consulter YouTube sans publicité : navigateur avec un bloqueur de publicité (sur ordinateur) ou LibreTube, ReVanced ou NewPipe (sur ordinateur et smartphone)
VOD	Stremio avec les extensions adaptées (ex. Torrentio); Torrent.
Livres	Anna's Archive; Z-Library; LibGen; Sci-Hub (littérature scientifique).
Airbnb	Booking; Hôtel; Home exchange; Camping.
Suite Adobe	Affinity Suite; Darktable; GIMP; Krita; Inkscape; Scribus; et plus généralement les logiciels libres spécialisés.

XIV Pour conclure : quelques revendications transitoires

La question informatique est éminemment politique. Pour les organisations de notre camp social, elle devrait être au cœur des préoccupations organisationnelles, surtout dans un monde qui penche dangereusement à l'extrême droite. Il nous faut assurer notre sécurité et la sécurité de nos informations et de nos échanges. Les outils informatiques et l'informatique au sens général sont désormais incontournables, et la société que nous voulons construire doit se réapproprier ces outils de production et ces fameux algorithmes.

XIV.1 Revendications structurelles

- Un service public du réseau et de l'accès à internet
- L'expropriation des fournisseurs d'accès à internet (FAI)
- L'obligation de permettre l'achat d'un ordinateur ou d'un téléphone sans système d'exploitation ou avec un logiciel libre

- Le développement des filières de productions informatiques respectueuses de l'environnement et sous contrôle des travailleur-euses et des usager-es

XIV.2 Revendications d'utilisation collective révolutionnaire ou réformiste

- La sortie des réseaux sociaux appartenant à des technofascistes pour les militant·e·s et leur organisations (à minima la sortie de Twitter/X)
- Impulser, en tant qu'organisation, l'utilisation de logiciels libres alternatifs
- Impulser l'utilisation de moyens de communication un peu plus sécurisés (mails, messagerie, etc.)
- Impulser des formations sur les technologies informatiques et leur utilisation au sein de nos organisations (politiques, associatives et syndicales).

Qui sommes-nous ?



La Tendance CLAIRE (pour le Communisme, la Lutte Auto-organisée, Internationaliste et Révolutionnaire) est un groupe politique qui se bat pour la mise en place d'un **gouvernement des travailleur-se-s** en vue d'accomplir une **révolution qui aboutira à une société communiste**, sans classes, sans État et sans oppressions.

La TC se réclame du **marxisme révolutionnaire, opposé au réformisme comme au stalinisme** et à ses différentes variantes (maoïsme, castrisme, etc.). Elle revendique tout particulièrement, mais non exclusivement, l'héritage des élaborations stratégiques de Marx, Engels, Luxembourg, Lénine, Trotsky et des partisan-e-s de la IV^e Internationale. Une telle filiation ne saurait justifier le dogmatisme, mais enveloppe la critique de ce même héritage et l'actualisation régulière de ses acquis.

La TC entend participer, avec ou à côté d'autres organisations politiques, à l'analyse des situations historiques toujours nouvelles, à l'enrichissement programmatique et stratégique, notamment par l'intégration des acquis de l'**écologie anticapitaliste**, du **féminisme radical**, de l'**antiracisme politique**, des mouvements qui permettent l'**auto-organisation et l'auto-émancipation des opprimé-e-s**, ainsi que de la **cause animale**.

Pour la TC, il faut que ces différentes élaborations et ces acquis fusionnent dans la constitution d'un **parti révolutionnaire de masse**, outil nécessaire pour gagner l'hégémonie politique et culturelle et pour mener les travailleur-se-s et les opprimé-e-s à la victoire contre le système capitaliste et ses États.

La TC s'exprime en tant que telle à travers ses publications, notamment son site, ses réseaux sociaux, ses parises de parole. Elle propose des analyses et des orientations pour intervenir dans la situation politique. Contrairement à la plupart des autres organisations qui se réclament du marxisme révolutionnaire, **la TC défend en toutes circonstances les principes démocratiques et son fonctionnement les suit** (liberté dans la discussion, votes, élections, mandats, droits et respect des minorités, droit à l'auto-organisation des opprimé-e-s, soin apporté à une atmosphère saine et bienveillante dans l'organisation, etc.). Pour la TC, la démocratie n'est pas un supplément d'âme ou une simple forme, mais fait partie intégrante du programme révolutionnaire pour l'émancipation.

Les militant-e-s de la Tendance CLAIRE sont membres de syndicats dans leurs secteurs professionnels et/ou de **différentes associations qui défendent les mêmes causes**

qu'elle, mais à une échelle plus large. De plus, après avoir constitué une tendance du NPA, de sa fondation en 2009 à son explosion en 2022⁶⁶, **les membres de la TC font désormais partie de La France insoumise (LFI)**, participant aux groupes d'action et aux campagnes de cette organisation, tout en y défendant leurs propres idées et propositions. En effet, cette organisation est certes réformiste, mais elle s'oppose à la gauche bourgeoise (PS, EELV...) qui avait tué le réformisme « classique », elle a une orientation de rupture claire avec les politiques néo-libérales et social-libérales menées depuis 1982, elle a fait siennes les grandes causes écologistes, féministes, anti-racistes et anti-islamophobes, elle a le souci de s'implanter dans les quartiers populaires, elle a sauvé l'honneur de la gauche en soutenant, malgré toutes les calomnies, la résistance palestinienne, etc. Nous refusons de tirer un trait d'égalité entre LFI et le reste de la gauche dite « de gouvernement », dans la mesure où l'arrivée de LFI au pouvoir déboucherait sur un affrontement avec le capital, ouvrant ainsi de nouvelles possibilités « par en bas » sur le terrain de la lutte des classes. En 2022, déjà, la TC a fait la campagne de Jean-Luc Mélenchon, mais en menant une critique du programme *L'Avenir en commun* de LFI. En juin-juillet 2024, elle a apporté son **soutien critique au Nouveau Front populaire** et publié une analyse de son programme réformiste. De façon générale, la TC estime que les révolutionnaires ont le devoir de soutenir toutes les mesures, toutes les actions et tous les pas en avant qui permettent de faire progresser les acquis des travailleur-se-s et des

opprimé-e-s et de leur donner confiance en leurs propres forces (ou parfois simplement d'éviter des reculs, comme quand il a fallu faire feu de tout bois pour empêcher l'arrivée du RN au pouvoir). En même temps, il est hors de question de renoncer à la **critique des illusions réformistes et des impasses institutionnelles**, mais il s'agit de défendre en toutes circonstances les idées révolutionnaires. De plus, nous sommes pour que LFI se « prolétarise » en s'implantant dans les entreprises et en participant à la reconstruction indispensable du mouvement ouvrier. Enfin, nous voulons que LFI cesse d'être un « mouvement gazeux » et devienne un parti démocratique permettant non seulement l'expression de toutes et tous à la base et l'expression des minorités, mais aussi la diffusion des idées et propositions dans toute l'organisation et la prise de décision par des majorités de mandats.

Les membres de la Tendance CLAIRE ont participé, avec les groupes d'action de La France insoumise, à la campagne des européennes 2024 menée par Manon Aubry. Après la dissolution de l'Assemblée par Macron, nous avons apporté un soutien critique au Nouveau Front populaire. Nous avons appelé à voter pour lui et avons participé à la campagne de candidat-e-s LFI. Nous avons également publié une critique du programme du NFP. Nous publions ici l'intégralité de cette critique, parue en trois épisodes sur notre site pendant la campagne de premier tour des législatives. Ce texte a été rédigé par Luc Raisse, discuté dans la TC et amendé par plusieurs camarades. Comme tous nos textes publiés, il exprime une position collective validée démocratiquement.

🌐 <https://tendanceclaire.org>

✉ contact@tendanceclaire.org

🦋 @tendanceclaire.bsky.social

📺 @tendanceclaire

📺 @tendanceclaire7298

🎧 Podcast de la TC

66. Pour un historique du passé de la Tendance CLAIRE en tant que tendance du NPA, cf. <https://tendanceclaire.org/article.php?id=1950>

juin 2026

Brochure de la Tendance CLAIRE

 <https://tendanceclaire.org>

 contact@tendanceclaire.org

 [@tendanceclaire.bsky.social](https://bsky.social/@tendanceclaire)

 [@tendanceclaire](https://www.facebook.com/tendanceclaire)

 [@tendanceclaire7298](https://www.youtube.com/@tendanceclaire7298)

 Podcast de la TC



Tendance CLAIRE

**pour le Communisme, la Lutte Autogérée,
Internationaliste et Révolutionnaire**